

*l'Anti*capitaliste

n°375 | 16 mars 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LE
RACISME ET LES
VIOLENCES
POLICIÈRES

MARCHONS,
LUTTONS!

Dossier

Bienvenue aux migrantEs

Pages 6 et 7

ÉDITO

Vraie dictature et fausse démocratie,
le jeu pervers des démagogues

Page 2

PREMIER PLAN

Campagne: candidat ouvrier contre
futur président des riches?

Page 3



ACTU DE CAMPAGNE

Macron: un programme aux
petits oignons pour les patrons!

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Ziad Majed
sur la révolution syrienne

Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Vraie dictature et fausse démocratie, le jeu pervers des démagogues

Escalade verbale entre chefs d'État, ministres refoulés à la frontière, sanctions... Les surenchères démagogiques entre la Turquie, l'Allemagne et les Pays-Bas flattent les nationalismes et le racisme. Ainsi, le gouvernement hollandais a interdit l'atterrissage du ministre turc des Affaires étrangères et refoulé à la frontière la ministre de la Famille. En riposte, Erdogan a dénoncé un comportement rappelant « le nazisme et le fascisme », après avoir comparé l'Allemagne au Troisième Reich de Hitler et suspendu les relations diplomatiques avec les Pays Bas...

Suite au putsch manqué de juillet, Erdogan est engagé dans une paranoïa autoritaire et répressive et, le 16 avril, il soumet au référendum une réforme constitutionnelle qui vise à lui attribuer tous les pouvoirs : nommer et révoquer vice-présidents et ministres, gouverner par décret, dissoudre l'Assemblée, nommer les fonctionnaires en poste au sein du pouvoir judiciaire et de la haute administration, décréter l'état d'urgence quand bon lui semble... L'Allemagne et les Pays-Bas viennent donc de lui offrir l'occasion de se poser en défenseur des Turcs qui vivent dans les autres pays d'Europe et dont il cherche le soutien au moment même où il est en difficulté.

Les démagogues jouent l'un de l'autre pour défendre leurs propres intérêts en se renforçant mutuellement. À quelques jours des élections législatives, la droite néerlandaise fait une manœuvre pour contrer l'offensive de l'extrême droite sur son propre terrain, et Merkel et la CDU font de même.

En France, le gouvernement, peu regardant et soucieux de bonnes relations avec la Turquie, a autorisé un meeting pro-Erdogan à Metz. La droite le dénonce au nom de la démocratie. Il ne lui vient cependant pas à l'idée de faciliter l'expression de l'opposition à Erdogan, les partisans du « Non » au référendum. Pas plus d'ailleurs que de dénoncer l'exploitation – fort peu démocratique – par les multinationales françaises des travailleurs de l'automobile en Turquie, la collaboration de la France avec Ankara dans la répression anti-kurde, ou le fait que l'Union européenne a passé un accord indigne avec la Turquie pour qu'elle bloque les migrants aux portes de l'Europe et les réprime.

La défense de la démocratie ne peut venir que du mouvement ouvrier, de la solidarité internationaliste avec les travailleurs turcs en Turquie comme ici, avec le peuple kurde. La solidarité contre tous les démagogues xénophobes et racistes.

BIEN DIT

Ceux-là mêmes qui se permettent de défier les juges, la loi et une République qui semblent les faire vivre plutôt confortablement, nous promettent la mise au pas des jeunes qui font des bêtises. (...) Je n'attends pas que les jeunes soient épargnés des punitions ou des réprimandes qu'ils méritent lorsqu'ils font eux-mêmes des bêtises, bien au contraire. Mais nous savons pour parcourir depuis des décennies l'univers des jeunes des milieux populaires, qu'ils ne peuvent entendre aucune leçon de morale de la part de ceux qui sont soupçonnés de turpitudes bien pires que les leurs et qui insistent et s'entêtent et recommencent.

Extrait de la tribune du sociologue et anthropologue MARC HATZFELD, « Les jeunes des cités n'ont pas grand-chose à perdre », publiée par le Monde samedi 11 mars.

Contre le racisme et les violences policières Marchons, luttons !

Ce 19 mars, nous serons des milliers à marcher dans Paris pour la dignité et la justice, contre le racisme, la hogra, les violences policières et la chasse aux migrantEs. De Nation à République...

Sans doute la plus grosse manifestation sur ces sujets depuis plusieurs années en France. Aux côtés des familles de victimes, d'Urgence notre police assassine, du collectif Vies volées, de l'Assemblée des blessés mais aussi des collectifs de sans-papiers et des foyers de travailleurs, des cortèges viendront de Montreuil, Vitry, Aulnay, Saint-Denis, Pantin, du 20^e arrondissement de Paris, du 18^e... Des cars arriveront de plusieurs villes : Grenoble, Le Havre, Rouen, Nantes, Rennes, Lyon, Orléans, Strasbourg... Ces derniers jours, il faut tout faire pour que nous soyons les plus nombreux et nombreuses possible. Pour donner la force. Pour ne pas s'arrêter au 19 mars. Pour ne pas s'arrêter à République...

La fabrique de l'ennemi intérieur

Parce qu'en face de nous, République va continuer de rimer avec racisme d'État et renforcement des politiques sécuritaires. Vous en voulez des signes ? Il y a le FN en tête des sondages et Marine Le Pen qui relance la surenchère sur l'immigration, la « menace islamiste » et la sécurité. Et ce n'est pas par simple démagogie que Fillon et désormais Macron chassent sur le même terrain.



Car fabriquer l'ennemi intérieur est une nécessité pour la survie de ce système. Pour justifier la répression de ceux et celles qui se révoltent, pour contrôler toujours plus l'expression et la circulation des personnes. Pour diviser ceux et celles à qui on va, encore et encore, imposer plus de sacrifices. Et unir, avec les patrons, autour de l'État et de sa police, d'un pseudo « intérêt national », du drapeau et de la Marseillaise, une fraction importante de ceux et celles que le capitalisme asservit, atomise et exploite.

Alors que ferons-nous de ce 19 mars ? D'abord se mettre au clair sur les bases de notre lutte, de notre unité. N'en déplaise à Mélenchon ou Hamon, la police dite républicaine est aussi raciste que la République elle-même. Pas de hasard donc si Hamon organise un meeting à Paris pendant la marche ce dimanche, et si Mélenchon se préoccupe bien plus de son rassemblement électoral du 18 mars.

Leur « ordre », nos solidarités

On n'oublie pas : ce 19 mars on fêtera aussi, avec la date du 19 mars 1962, la victoire remportée par le peuple algérien contre le colonialisme de la République française. On ne pardonne pas : on aura à la mémoire, aux côtés des victimes de la police « républicaine », les centaines d'Algériens massacrés dans les commissariats parisiens ou jetés dans la Seine en octobre 1961.

Car ce que l'on combat, ce ne sont pas quelques brebis galeuses mais un système policier. On ne se bat pas uniquement contre la police mais contre un ordre, raciste et social, qu'elle défend : celui des frontières qui légitime une société de contrôle généralisé, celui de la chasse aux sans-papiers qui légitime les contrôles au faciès et les descentes dans les foyers, celui de la « compétitivité de nos entreprises » qui légitime la chasse aux pauvres, le harcèlement des quartiers populaires et la répression du mouvement.

À la Une

N'en déplaise à tous les candidats dominants, on ne veut pas plus de flics ni de militaires, qu'ils soient « formés » ou non, de proximité ou pas. On veut fermer les commissariats, les prisons, les centres de rétention et ouvrir, dans nos quartiers, des écoles, des hôpitaux... et les portes des logements vides. On ne veut pas plus de frontières et d'entraves à la circulation mais plus d'égalité pour touTEs, avec d'abord la liberté de circulation et la régularisation de tous les sans-papiers.

En mouvement, pour continuer...

Pour que cela devienne une alternative concrète, il faut s'organiser, quartier après quartier, mais aussi dans les écoles et les lieux de travail, au côté des familles de victimes, au côté des collectifs de sans-papiers, au côté des foyers de travailleurs en lutte, au côté des migrantEs, au côté des jeunes harcelés par les flics. Contre le racisme, contre l'islamophobie et contre les violences policières, la place des premierEs concernés est et doit être centrale dans la lutte. Il n'y aura pas d'unité possible dans notre classe sans cela. Les leçons de la marche de 1983 doivent être tirées : le racisme est un obstacle à la lutte de classe. C'est parce que les jeunes des quartiers se sont révoltés suite à l'agression de Théo et qu'ils et elles ont suscité un mouvement de solidarité que l'agression d'Alexandre par un policier municipal en octobre 2015 a été requalifiée en viol. C'est aussi grâce à ce mouvement, grâce à la mobilisation autour de la marche et parce qu'Amal Bentounsi s'est battue pendant 5 ans que le flic qui a tué son frère d'une balle dans le dos a été jugé coupable en appel alors qu'il avait d'abord été acquitté.

Mais ce lundi 13 mars, trois frères d'Adama Traoré ont à nouveau été arrêtés. Les gendarmes qui l'ont tué sont eux toujours en liberté, comme le flic qui a violé Théo. Et le 2 mars, la Commission européenne a sorti un document préconisant des expulsions massives de migrantEs...

Sans justice il n'y aura pas de paix. Après le 19 mars, on continue.

Denis Godard

CRISE

Dix ans déjà...

Il y a tout juste une décennie, printemps 2007, commençait la crise des « subprimes ». Les prévisions économiques les plus récentes montrent que les incertitudes économiques sont toujours là.

La crise a commencé en 2007 dans le secteur immobilier : des centaines de milliers de ménages américains ont perdu leur logement suite à des crédits accordés à tour de bras et à des taux variables rapidement croissants. À partir de là, la crise s'est étendue dans le secteur financier, puis l'économie mondiale a plongé. Depuis, l'économie mondiale connaît des taux de croissance globalement

médiocres (surtout dans la zone euro) et les salariéEs payent la crise sous forme de chômage, de stagnation des salaires ou de réduction des services publics... tandis que les cours de la Bourse accumulent les records !

Une croissance poussive

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe une bonne part des



Il y a 10 ans, la ruine des petits propriétaires américains au profit des banques... DR

économies capitalistes) a publié le 7 mars dernier ses prévisions économiques : elles sont loin d'annoncer

des lendemains qui chantent, du moins pour la grande masse des populations. L'économie mondiale

Un monde à changer

UN SUICIDE À LA GARE SAINT-LAZARE. Samedi 11 mars, tôt le matin, les cheminots de Paris Saint-Lazare ont appris le suicide d'un collègue et militant syndical de SUD-Rail, Édouard, à la sortie des quais de la gare. L'émotion a été immense, surtout que celles et ceux qui le connaissaient savaient aussi la longue histoire des harcèlements de la direction à son encontre... Édouard était agent de maîtrise et parce qu'il résistait et dénonçait des pratiques nuisibles, la direction avait rapidement cherché à l'isoler, à le retirer de son poste il y a déjà six ans. Le harcèlement a continué contre ce militant qui a utilisé son mandat au CHSCT entre autres pour souligner les contournements par la direction de la réglementation sur des procédures de sécurité. Après le choc, la réaction de ses collègues a été l'écœurement et la colère à l'endroit de la hiérarchie, qui samedi dès la fin de matinée a dépêché des chefs en nombre auprès des cheminots, pour prendre

la température mais aussi et surtout pour tenter d'arracher des témoignages qui permettraient à la hiérarchie de se couvrir et de décliner toute responsabilité! Bien des cheminots ont eu le réflexe de refuser de leur parler.

Le climat est lourd contre la politique de la direction : ce dernier drame s'ajoute à une suite importante de harcèlements de cheminots et de militants syndicaux, de demandes d'explication et de sanctions, ce à quoi s'est ajoutée il y a quelques mois à peine la découverte d'une vaste entreprise de flicage des salariés. Une politique répressive qui accompagne des restructurations lourdes en suppressions de postes et en aggravation des conditions de travail, comme dans bien d'autres entreprises du privé ou du public. Licenciements ou suppressions de postes, harcèlement au travail, chasse aux militants... Contre cette politique doit s'organiser et s'amplifier l'action collective.

CAMPAGNE Candidat ouvrier contre futur président des riches ?

Pour faire oublier ses casseroles d'argent et ses costards de luxe, Fillon vient de présenter son programme de « classe »...

La semaine dernière, Fillon était encore embourbé dans les affaires. La direction des Républicains ne pouvant pas franchement présenter de plan B au risque notamment de voir une partie de son électorat voter FN dès le premier tour, Fillon s'en est finalement sorti, assuré d'être le champion de la droite à l'élection présidentielle. Pour lui, l'urgence est donc de redémarrer une campagne « normale », « projet contre projet », histoire de faire oublier les révélations quasi quotidiennes qui continuent à sortir sur ses relations à l'argent ou aux soupçons d'emplois fictifs... Avec, pour couronner le tout, une mise en examen mardi dernier.



Philippe, dans la manifestation du 7 mars dernier. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

Leur programme pour attaquer

Du coup, profitant de la relative accalmie entre l'affaire des costards à 48 500 euros et la suivante, Fillon a présenté son programme, son « projet pour la France »... Et là pas de doute, Fillon sera bien le « président des riches » voire des très riches. Un vrai néo-Sarkozy... en pire. Car de la primaire de la droite et du centre à aujourd'hui, le programme n'a quasiment pas changé sur le fond, hormis

la privatisation de l'assurance maladie qui a disparu. Ainsi dès qu'il sera élu, Fillon lancera « dans les trois mois » plusieurs grandes réformes économiques. Le code du travail sera réduit aux seules « normes sociales fondamentales », tout le reste – en particulier le temps de travail – étant renvoyé à la négociation dans les entreprises. L'âge légal de départ à la retraite passera « progressivement » à

65 ans. La fiscalité du capital ou du patrimoine (avec la suppression de l'ISF) sera unifiée au taux unique de 30%. L'impôt sur les sociétés sera diminué de 10 milliards d'euros et les cotisations sociales allégées de 25 milliards d'euros, l'idée étant d'entraîner « un véritable choc de compétitivité ». Cet allègement sera compensé par une augmentation de deux points du taux normal de TVA, l'impôt le plus injuste, qui

apporterait 12 milliards... dont 10 supportés par les plus modestes. En gros, le programme de Fillon, c'est 35 milliards de cadeaux fiscaux pour les entreprises, 9,5 milliards pour les plus aisés, et pour le reste... rien !

Notre voix pour résister

Fillon n'est pas de notre monde, de notre classe, et son programme est tout à fait raccord... Contre un tel projet – par et pour les plus riches –, il y a urgence à imposer d'autres politiques qui passent par une rupture avec l'austérité, avec les politiques pro-patronales, avec l'union européenne, avec le racisme qui gangrène la société et le productivisme qui accélère la catastrophe climatique. C'est pour cela que nous présentons un candidat anticapitaliste, pour défendre la rupture avec l'ensemble du système.

Philippe n'est pas un politicien professionnel, un énarque ou un banquier, c'est un ouvrier qui entend apporter une autre voix dans cette campagne. Une voix qui défendra l'intérêt du plus grand nombre, qui développera un plan d'urgence social : interdire les licenciements, partager le temps de travail, un Smic à 1700 euros nets par mois, la socialisation du secteur bancaire, le développement des services publics, l'arrêt du nucléaire, la liberté de circulation et d'installation, le combat contre le racisme et l'islamophobie... Une voix irremplaçable, celle de notre camp social.

Sandra Demarcq

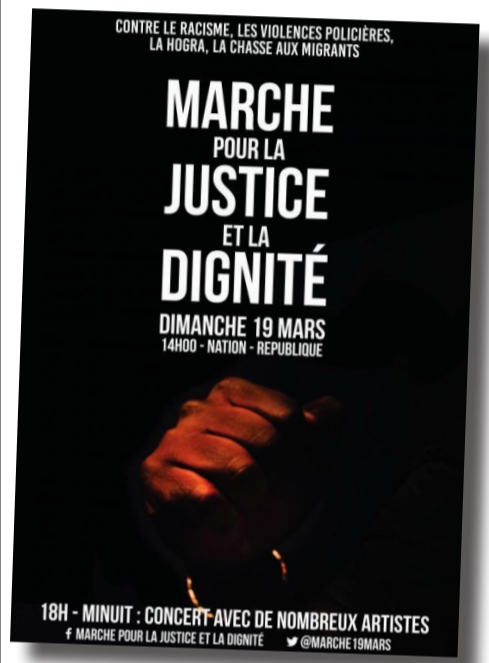
Le chiffre

215

C'est, en milliards de dollars, la somme détenue par Apple en 2016 sur des comptes offshore. Une somme colossale qui échappe à la fiscalité des pays dans lesquels la multinationale exerce réellement ses activités! Dans ce cadre, la condamnation d'Apple en septembre dernier à reverser plus de 13 milliards d'euros à l'Irlande, en compensation des impôts non versés entre 2003 et 2013, est presque anecdotique...



Agenda



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Nous n'avons pas d'opinion politique.

ERIC HOLSEN, PDG de LafargeHolcim, à l'AFP jeudi 9 mars. Après avoir « indirectement » financé Daesh en Syrie, le cimentier déclare être « prêt à vendre son ciment » pour la construction du mur promis par Donald Trump à la frontière du Mexique et des États-Unis...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

reste engluée et n'est pas à l'abri d'un déraillement. En dehors de la Chine et de l'Inde, la croissance reste limitée. Elle est particulièrement poussive dans la zone euro : ainsi, l'OCDE lui attribue un taux de croissance de 1,6% pour 2017 et 2018. Les prévisions pour les États-Unis sont meilleures (+ 2,4% cette année, + 2,8% l'an prochain) mais sont dépendantes de la politique qui sera effectivement mise en place sous Donald Trump, en ce qui concerne par exemple les investissements dans les infrastructures. La Chine devrait continuer à ralentir (avec une croissance tombant à 6,3% en 2017), et l'Inde restera en tête du classement (+ 7,7% en 2017). L'OCDE insiste sur les fragilités de cette situation. Les marchés financiers, qui ne cessent de monter, lui « apparaissent déconnectés des perspectives de l'économie réelle »

qui reste marquée par la faiblesse de la consommation et de l'investissement et le ralentissement de la productivité. La remontée annoncée des taux d'intérêt américains pourrait accroître l'instabilité financière et celle des taux de change. Autre souci : l'endettement des entreprises, notamment en Chine (où la croissance est aussi soutenue par des crédits publics massifs). Il y a aussi le poids des créances douteuses (c'est-à-dire celles qui risquent de ne pas être remboursées) dans le bilan des banques. Enfin, l'OCDE s'alarme des velléités protectionnistes des États-Unis qui risqueraient d'enclencher des conflits commerciaux.

Baisse de confiance dans les gouvernements

Instruite par l'élection de Trump, l'OCDE souligne l'incertitude

politique grandissante dans divers pays. Elle décrit la baisse de la confiance dans les gouvernements et systèmes politiques du fait de la montée des inégalités et d'un fort sentiment d'injustice sociale. Il est d'ailleurs amusant de voir que le document publié par l'OCDE, outre les graphiques et tableaux habituels sur le PIB, les investissements, etc. contient des graphiques sur l'instabilité politique et la confiance dans les gouvernements... L'OCDE est un peu (avec le FMI) l'« intellectuel collectif » du capitalisme, apôtre de toutes les réformes néolibérales. Il semble donc s'inquiéter des retombées des réformes néolibérales prônées avec vigueur dans les années antérieures et encore maintenant. Cela traduit le manque de projet du capital pour sortir de la crise. D'un côté, la situation actuelle satisfait les grandes entreprises

et les milieux dirigeants (les bénéfices du CAC 40 ont ainsi nettement progressé en 2016) et ceux-ci souhaitent des coups supplémentaires aux acquis sociaux. De l'autre, les cercles les plus intelligents de la bourgeoisie sont conscients de la montée d'un rejet de plus en plus grand à leur égard et du manque de croyance dans leurs sempiternels refrains (ceux du genre « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain... »). Une nouvelle phase d'expansion du capitalisme n'est clairement pas à l'ordre du jour. Et pour l'instant, la désillusion des couches populaires profite avant tout aux forces réactionnaires de divers types et à ceux qui se présentent comme des sauveurs et surfent sur la passivité des opprimés.
Henri Wilno

2017

PHILIPPE POUTOU

MACRON

Un programme aux petits oignons pour les patrons!

Plus de trois mois et demi après l'annonce de sa candidature, Macron a enfin daigné révéler son programme urbi et orbi, tel le pape du nouveau marketing politique. Un programme qui ne serait « ni de gauche ni de droite ». Sans blague!

Ainsi Macron serait le candidat du « dépassement des clivages »... En tout cas, il ne sera pas celui du dépassement du clivage patronat-classe ouvrière!

Toujours plus loin contre le monde du travail

Après avoir fait ses classes au sein du gouvernement PS, le soldat Macron veut continuer à servir au plus près les intérêts des capitalistes et persiste dans sa volonté d'en finir avec ce qui reste des acquis ouvriers. Le code du travail devra être négocié dans les branches ou les entreprises « par accord majoritaire ou référendum d'entreprise » : un élargissement de plus de l'inversion de la hiérarchie des normes inaugurée par la loi travail. Une seule règle sera instituée au niveau national : un plancher et surtout un plafond pour les indemnités prud'homales. Un dispositif que Macron n'avait pas réussi à imposer dans le cadre de la loi El Khomri. Il propose aussi la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires... sauf dans la sécurité!

Concernant l'assurance chômage, il propose un « système d'indemnisation du chômage universel », y compris pour les entrepreneurs et les indépendants, en étatisant l'Unedic et en remplaçant les cotisations des salariés par un financement via la CSG, cet impôt non progressif qui concerne aussi les retraités. Et rien n'est dit sur le fait que les patrons continueront encore à payer!



Les allocations chômage mode Macron deviendront une allocation universelle dont le niveau sera très bas, et avec un renforcement du flitage sur les privés d'emploi puisque « l'insuffisance des efforts de recherche d'emploi ou le refus d'offres raisonnables entraîneront la suspension des allocations ».

Toujours plus fort en faveur des riches

« Nous irons vers un système universel de retraite où pour chacun, 1 euro cotisé donnera droit au même droit à la retraite », explique Macron, qui assure ne pas vouloir « modifier l'âge de départ à la retraite ». Et hop! C'est parti pour la fusion des 37 régimes de retraite, dont les régimes spéciaux, et l'alignement des fonctionnaires sur le privé.

« Les Français à la retraite ne verront aucun changement. Ceux qui

prendront la retraite dans les cinq années à venir non plus », assure Macron... Au moins on voit à quel rythme Macron envisage d'en finir avec la retraite par répartition et mettre en place la retraite par points, cette vieille marotte des ultra-libéraux, dont les principales conséquences seront d'enrichir encore un peu plus les grands groupes capitalistes d'assurances privées et appauvrir le monde du travail.

Macron trouve aussi que les petites contraintes financières imposées aux banques européennes après la crise de 2008, dites « règles prudentielles », sont un frein au financement de l'activité économique... Il propose donc de les supprimer purement et simplement. Il veut aussi étendre le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE) dont il a été l'un des inventeurs lorsqu'il était secrétaire général adjoint de l'Élysée : les cotisations

employeurs seront baissées « jusqu'à 10 points au niveau du Smic ». Le candidat prévoit également de baisser l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% et veut transformer l'ISF en « impôt sur la fortune immobilière », ce qui veut dire en exclure le patrimoine financier...

Décidément – et plus que jamais – pour les patrons et les banquiers, tout est bon dans le Macron!

Macron séduit largement... y compris au PS!

Après les ralliements ultra-médiatiques des Bayrou, Delanoé et Cohn-Bendit, et ceux plus discrets mais néanmoins réguliers de centaines d'élus locaux socialistes et centristes, c'est aussi une grosse quarantaine de députés du Parti socialiste qui s'appête à publier un appel de ralliement à Macron (qui a fuité dans la presse il y a quelques jours) : « la candidature d'Emmanuel Macron (...) marque une rupture générationnelle et son projet ambitieux et crédible représente l'espoir d'un renouveau politique dans lequel le social-réformisme a toute sa place. C'est à la construction d'une nouvelle alliance européenne et réformatrice, autour d'Emmanuel Macron, que nous appelons en tant que socialistes ».

Une preuve de plus que le programme de Macron n'a rien pour déplaire à certains « socialistes »... Macron incarne très bien la continuité du quinquennat Hollande!

Marie-Hélène Duverger

Agenda

Jeudi 16 mars, réunion publique, Bordeaux. Avec Philippe Poutou, à 20h salle Son-Tay, 47, rue de Son-Tay.

Mercredi 22 mars, réunion publique, Auch. Avec Philippe Poutou, à 20h salle des Cordeliers, 3, rue Camille-Desmoulins.

Mardi 28 mars, réunion publique, Besançon. Avec Philippe Poutou, à 20h au Petit Kursaal, place Granvelle.

Mercredi 29 mars, réunion publique, Nantes. Avec Philippe Poutou, à 20h 30 à la Manufacture.

Vendredi 31 mars, réunion publique, Saint-Denis. Débat et repas avec Olivier Besancenot, à partir de 18h. Inscription à npa.saintdenis@gmail.com

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NPA Arguments de campagne

Ces îles que l'on dit françaises...

Existe-t-il encore des colonies françaises dans le monde ?

Oui, presque trois millions d'hommes et de femmes vivent dans les derniers territoires subsistant de l'Empire colonial de la France, des territoires appelés DROM (département et région d'outre-mer) ou COM (collectivités d'outre-mer). Les plus importants sont dans la Caraïbe (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy et Saint-Martin), en Amérique latine (Guyane), dans l'océan Indien (Réunion, Mayotte, Kanaky) et dans le Pacifique (la Polynésie dite française). Il faut également y ajouter la Corse, achetée et occupée militairement sous le Premier Empire. La seule consultation concernant l'indépendance de ces territoires fut celle de 1974 dans les îles des Comores... où les Comoriens se prononcèrent à 96% pour l'indépendance! Malgré plusieurs résolutions de condamnation de l'ONU, l'État français décida de séparer Mayotte (où le non avait été majoritaire grâce aux populations françaises) des autres îles des Comores et de la maintenir comme possession française.

De nombreuses luttes furent menées pendant des dizaines d'années, avec d'importantes grèves générales, en particulier dans les Antilles, et la lutte

prolongée des Kanaks, notamment dans les années 1980.

Une consultation en Kanaky doit avoir lieu en 2018. Les colonialistes essayent de limiter l'accès des Kanaks (59% des électeurs potentiels) à un scrutin dans lequel population colonisée et population colonisatrice auraient le même droit de vote...

Quel est l'intérêt pour l'État français de maintenir ces colonies ?

Plus de 6000 militaires sont disposées dans 5 zones stratégiques : Mayotte, Réunion, Kanaky, Polynésie et Antilles. La France a un territoire de souveraineté maritime de 11 millions de km², en faisant le deuxième espace maritime derrière celui des USA. Cela induit un contrôle militaire, notamment sur le détroit de Mozambique, et des ressources potentielles de pêche et d'extraction minière. Au-delà de ressources minières et agricoles exploitées par les descendants des colons, ces îles ont un indéniable intérêt stratégique.

La structure coloniale existe-t-elle toujours ?

Dans ces « départements français », les revenus médians révèlent la pauvreté de la population : 880 euros à la Réunion, 1100 euros à la Martinique... Et dans

tous ces territoires, le chômage est de 36% en moyenne, plus de 50% pour les jeunes! Le coût de la vie est par contre de 12 à 17% plus élevé qu'en « métropole », parfois plus de 30% sur des produits de première nécessité.

Les richesses, les terres, les mines, les conseils d'administration des grandes entreprises présentes (notamment dans le tourisme et le bâtiment) sont essentiellement des possessions des descendants des colons. Ainsi à la Martinique, ils possèdent les 2/3 des terres cultivables, la quasi-totalité des usines à sucre, les 9/10 des plantations de bananes, la totalité des conserveries d'ananas et le quasi-monopole du commerce d'import-export. Les colonisés, eux, sont ouvriers, précaires ou chômeurs.

Aux Antilles, les mouvements indépendantistes revendiquent une redistribution des terres qui permettrait de revenir sur l'accaparement des terres par les colons. En Polynésie, les populations exigent la réparation des désastres humains et écologiques produits par les explosions nucléaires.

Le système économique fonctionne pour le profit des compagnies et entreprises de la métropole, appuyés par la présence des colons. Les populations autochtones ou descendantes d'esclaves sont exploitées économiquement,



Il est fini le temps des colonies? JR

discriminées. Ségrégation raciale et sociale se confondent. Celles-ci se prolongent dans la situation vécue dans l'hexagone par les populations issues des dernières colonies.

Le monopole de la « métropole » française sur les moyens de communication et les échanges commerciaux, l'isolation maintenue avec les pays limitrophes, ont développé un système liant dépendance

financière et non-développement, avec l'utilisation par le colonialisme de toute une couche, essentiellement d'origine française, dépendante des emplois de la fonction publique.

Mais ce carcan n'empêche pas des luttes de résistance. Ainsi, le mouvement du LKP, la grève générale de 2009 aux Antilles, a permis de mettre clairement en avant des exigences populaires.

Quelle position défend le NPA ?

Le NPA a toujours considéré que c'était aux populations de ces dernières colonies de former leurs organisations, leurs exigences face à l'État français. Nous sommes partie prenante des actions de solidarité avec les mouvements anticolonialistes. Pour notre part, nous défendons évidemment le droit à l'autodétermination des populations colonisées et soutenons la revendication d'indépendance de ces territoires. Nous exigeons le retrait de toutes les troupes et installations militaires françaises.

La nature des liens à établir entre ces territoires devenus souverains et les autres pays à l'échelle internationale doit être du seul ressort des populations locales. Nous considérons évidemment que la libération des liens coloniaux doit aller de pair avec la libération sociale. Car trop d'exemples existent d'États libérés du joug colonial pour retomber ensuite dans un nouveau, celui du néocolonialisme dans le cadre de la mondialisation capitaliste...

PCF Des militantEs sans politique ni perspective

Après la victoire inattendue de Hamon à la primaire à gauche, la direction du PCF pensait avoir trouvé un moyen d'échapper au piège de son soutien sans retour à Jean-Luc Mélenchon...

Elle croyait pouvoir exister en se faisant le champion du rassemblement de la gauche pour « travailler à un nouveau contrat majoritaire qui tourne la page de ce quinquennat désastreux ». C'est en toute logique l'inverse qui advient...

Des illusions construites sur des illusions...

Certes, Pierre Laurent se défend de demander à Mélenchon ou à Hamon de se retirer, puisque l'un et l'autre ont dit qu'ils iront jusqu'au bout. Il se contente donc de leur proposer de « discuter », de « comparer les programmes ». Et bien sûr il s'invite

dans la discussion : « Au minimum, il pourrait y avoir un débat public pour mettre au jour ce qui est commun et ce qui ne l'est pas. Ça permettrait aux Français de s'y retrouver alors qu'aujourd'hui, ils ne savent pas ce qui se passe ».

Cet échafaudage illusoire voudrait redonner du crédit à une autre illusion à laquelle bien peu croient encore aujourd'hui, que la gauche au gouvernement puisse faire autre chose qu'une politique de droite, c'est-à-dire se plier aux volontés du patronat, comme elle l'a toujours fait, ministres communistes compris.

Sauver des élus, quel qu'en soit le prix!

La volonté de débattre n'a pas empêché Pierre Laurent de se livrer à un petit marchandage : « Il y a un parti qui compte dans la vie politique, qui a des élus locaux, sans lesquels il n'y aurait probablement pas de candidature de Jean-Luc Mélenchon, on va le voir avec les parrainages encore cette semaine ».

Le chantage a fait pschitt puisque, samedi dernier, depuis Rome, Mélenchon annonçait qu'il avait les 500 signatures et qu'il ne les devait à personne, sous-entendu pas au PCF! Le chantage au parrainage pour renégocier la question des législatives est donc mal parti pour le PCF, et le plus probable est même qu'il renforce l'ostracisme de la « France Insoumise » à son égard. Le parti risque de ne guère avoir d'autres choix, à moins de se soumettre, que de présenter ses propres candidats aux législatives face à la « France Insoumise »... dont il soutient le candidat à la présidentielle!

Indépendance de classe

Il reste au PCF à faire une démonstration de sa capacité à mobiliser à l'occasion de la « grande marche du 18 mars pour une 6^e République des insoumis », entre Bastille et République, dont il dit qu'elle sera « un événement majeur de la campagne présidentielle ». En fait, quoiqu'en dise Pierre Laurent, il n'y sera qu'une force d'appoint : « Il y a une exigence

d'unité et une exigence d'engagements clairs. Nous ne cessons de multiplier les gestes de bonne volonté. Mais le ralliement ne fait pas partie de la culture des communistes. D'ailleurs, nous soutenons Jean-Luc Mélenchon, sans l'avoir rallié, car nous avons des objectifs communs pour ce pays. La question d'un marchandage pour la présidentielle et les législatives, nous ne la posons pas comme les Verts et le PS. C'est le programme qui m'intéresse ». Ah bon?

Pour défendre les intérêts des travailleurs et des classes populaires, les militantEs du PCF n'ont pas d'autre choix que de rompre avec cette politique qui depuis des décennies les place sous la tutelle de Mitterrand, Jospin ou Mélenchon, pour pouvoir enfin mener une politique de classe indépendante du jeu institutionnel. Au moment où les principaux dirigeants du PS s'emploient à liquider leur propre parti, il est temps de tourner radicalement la page pour renouer avec la lutte de classe.

Yvan Lemaître

PARRAINAGES Agir!

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas si la candidature de Philippe Poutou sera validée par le Conseil constitutionnel. Mais on peut néanmoins tirer des premières conclusions.

À chaque fois, la recherche des parrainages montre le côté antidémocratique de la 5^e République. Demander à des élus locaux, qui aspirent simplement à gérer la commune, à faire face aux galères financières dues à la baisse des dotations, c'est absurde. En pratique, ce sont donc les députés, les conseillers régionaux et départementaux qui ont le pouvoir, qui reconduisent le personnel politique déjà en place. En fin de compte, il s'agit d'assurer une stabilité institutionnelle en favorisant les partis au pouvoir autour d'un homme. Notre bataille démocratique a été structurée autour de la pétition

« Poutou doit en être », par un appel de personnalités, puis par une interpellation des éluEs et des partis. Au final, de nombreuses organisations ont reconnu que notre candidature était légitime et de nombreux élus de partis ont joué le jeu en parrainant notre candidature. Il faut dire qu'il serait difficile de revendiquer la proportionnelle à l'Assemblée nationale, comme le font Hamon ou le PCF, mais d'empêcher notre candidature! Le Conseil constitutionnel aura joué avec nos nerfs jusqu'au bout : refus de communiquer les motifs d'invalidation de formulaires, refus de prendre en compte les formulaires arrivés tardivement... Il est donc fort possible

que Philippe Poutou obtienne 500 parrainages, signés avant le 17 mars, mais que sa candidature ne soit pas validée au final à cause des délais d'acheminement!

Une organisation en mouvement

Cette campagne nous en apprend presque autant sur nous que sur les institutions. La recherche des 500 parrainages aura mobilisé plusieurs centaines de militantEs durant une dizaine de mois. 10 000 maires auront été vus, 150 000 km parcourus, 10 à 15 000 euros de frais d'envoi. Des chiffres démentiels qui sont le ticket d'entrée du NPA à cette présidentielle. On nous rétorque parfois que nous serions mauvais, puisque Lutte ouvrière ou même l'UPR d'Asselineau ont obtenu leurs parrainages. Mais nous, nous ne décidons pas de notre candidature cinq ans avant l'échéance, nous partons de l'analyse de la situation politique et sociale avant de nous lancer... Et à chaque fois, nous prenons le risque de ne pas

arriver au bout, mais nous savons que ce n'est pas que pour de mauvaises raisons...

Force est de constater que nous sommes cette fois partis bien tard, et surtout trop lentement. Mais aussi que quand nous mettons toute notre énergie dans une campagne, nous sommes capables de mettre en mouvement des forces militantes importantes, de mobiliser nos sympathisantEs, de mener des batailles d'opinion.

Quelle que soit au final la décision du Conseil constitutionnel, le NPA va continuer à agir dans la situation : dès dimanche, pour la marche du 19 mars... et ensuite pour mener la bataille contre la droite et l'extrême droite, pour construire des mobilisations et un parti pour les exploités et les opprimés, pour la transformation révolutionnaire de la société. Pour tout cela, le passage par les élections facilite les choses, car il donne une tribune irremplaçable, mais ces combats restent de toute façon une lutte de longue haleine.

L'équipe « parrainages » du NPA

Les Nôtres

José Blat

José est décédé le 22 février à Nîmes, alors qu'il préparait le second Forum



DR

de l'émancipation pour le compte de l'Université critique et citoyenne. Il a été à l'origine et même l'âme des deux forums de l'émancipation nîmoise, co-organisés par l'Université critique et citoyenne de Nîmes dont José était un des principaux animateurs, la Féria du livre de la critique sociale et des émancipations de Nîmes et Attac Nîmes. Venant de la tradition de la Ligue communiste révolutionnaire, José était soucieux que, après les échecs et les impasses du 20^e siècle, les nouvelles générations reprennent langue avec ce qu'il appelait, dans le vocabulaire de ce courant politique, « les questions stratégiques », c'est-à-dire le plan du comment on passe des résistances au sein du capitalisme à un processus de sortie du capitalisme. Né le 22 août 1951 à Palma de Majorque, José était un militant politique (LCR,

NPA, sans parti ces derniers temps en France mais adhérent de l'espagnol Podemos), militant syndical (Union syndicale Solidaires) et militant associatif, tout à la fois de culture espagnole, enraciné depuis longtemps sur le terrain nîmoise et cosmopolite. Il était psychologue au conseil départemental (ex-conseil général) du Gard, et depuis quelque temps en retraite. C'était un amateur de littérature en général et de polars en particulier.

José s'inscrivait dans la grande tradition du mouvement ouvrier et socialiste, celle des militants-intellectuels, se saisissant des questions intellectuelles parce que militant exigeant.

Philippe Corcuff

Jack Houdet

Jack est mort le 27 février à l'âge de 93 ans, quelques jours après la publication de sa fiche biographique sur le site du *Maitron*, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier.

Ajusteur au LRBA, une usine dépendant du ministère de la Défense à Vernon (Eure), secrétaire adjoint du syndicat CGT, il adhère au petit Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e internationale) avec cinq de ses camarades d'atelier en 1956. C'est l'année de la tentative d'expédition anglo-franco-israélienne contre l'Égypte de Nasser, de l'insurrection de Budapest où les conseils ouvriers tentent de s'opposer aux chars staliens, et celle du basculement de la social-démocratie dans la guerre à outrance en Algérie. La cellule du PCI déploie une activité intense sur tous les terrains, étendant un temps son rayon d'action de Mantes à Rouen. En 1968, il est l'une des figures marquantes du mouvement sur la localité, crée 12 syndicats et devient secrétaire de l'ULCGT, avant d'être très vite débarqué lors d'un simulacre de congrès.

Il est le seul parmi les anciens à faire la jonction avec la jeune génération



DR

de militantEs. Discret, timide, droit, ferme, agréable, ce manuel hautement qualifié, qui avait tellement peiné pour apprendre à écrire correctement, pour accéder à la compréhension des grands textes, impressionne les jeunes, lycéens ou étudiants, sans chercher à imposer ses vues.

En 1970, il risque la révocation pour avoir collé des affiches anti-militaristes. C'est l'affaire « des 3 de Vernon », qui prit une ampleur nationale. Jack fut jusqu'à la retraite en 1984 un pilier de la direction fédérale de la LCR de l'Eure, où il a su faire partager sa riche expérience et son sens de la méthode. Il se mit ensuite en retrait mais resta toujours disponible pour un coup de main, fidèle lecteur du journal et souscripteur assidu. Il avait tenu à prendre sa carte de membre fondateur du NPA.

Ses camarades

Pour en savoir plus : 1950 et après : Trois décennies d'activités trotskistes à Vernon (Eure) et au Laboratoire de Recherches balistiques et aérodynamiques (LRBA), (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39874>), brochure en vente à la librairie La Brèche (2 euros).



En action!

Strasbourg Grosse affluence. Vrai succès pour ce meeting qui s'est tenu à Strasbourg lundi 6 mars avec Philippe Poutou. Avec plus de 200 personnes, la salle était comble et bon nombre se pressaient jusque dans l'entrée du bâtiment pour écouter. Autre point positif, la grande majorité des personnes présentes étaient jeunes, ce qui témoigne d'un élargissement notoire de notre public habituel « déjà acquis ». L'intervention – visiblement attendue – de Philippe Poutou a été introduite par d'autres prises de parole, sur la jeunesse, le racisme, le féminisme et les conditions de travail prises en charge par les camarades de Strasbourg et de Mulhouse.

L'enthousiasme était palpable et on ne peut qu'espérer croiser tout ce monde dans les luttes. On peut donc se féliciter de ce véritable succès, surtout dans une région dans laquelle l'extrême gauche peine à mobiliser largement. Un succès que l'on doit certes à une campagne engagée, mais aussi au travail acharné sur le terrain que les militantEs mènent toute l'année.

Paris 8 400 personnes autour de Philippe Poutou.

Mardi 7 mars a eu lieu à la fac de Paris 8 l'un des plus importants meetings de la campagne qui a rassemblé 400 personnes dans une ambiance très combative et déterminée. Le meeting a constitué un temps fort de la campagne du NPA dans la jeunesse dans l'une des universités les plus mobilisées contre la loi travail et son monde. Dans l'amphi comble, on distinguait des visages croisés sur les blocs lycéen ou dans les comités de mobilisation étudiants, sur les piquets de grève, les visages de celles et ceux pour qui la loi travail a été un moment fort de politisation.



DR

À la tribune, autour du candidat anticapitaliste : Anasse, cheminot délégué Sud Rail à Paris Nord en grève en ce moment ; David, enseignant dans le 92 et membre du mouvement « Touche pas à ma ZEP » ; Stavroula, travailleuse de Paris 8 engagée pour les droits des femmes ; Mar, étudiante et militante au NPA jeunes à Paris 8 ; et Omar Slaouti, militant antiraciste porte-parole de la marche du 19 mars.

Le meeting a été suivi d'un concert en hommage aux victimes des violences policières, en présence de Youssouf Traoré, le petit frère de Adama, concert animé par des rappers de Beaumont-sur-Oise : « tant qu'il n'y aura pas de justice, il n'y aura pas de paix »...

Cette convergence, entre des secteurs de travailleurs en lutte, des étudiantEs, des jeunes des quartiers populaires, est un élément fort de la candidature de Philippe Poutou, montrant une autre voix au sein d'une campagne où se multiplient les « affaires » et les programmes d'offensive contre notre camp social. Comme le disait la militante du NPA à la tribune, « Le 21^e siècle peut être celui où nous décidons de sortir du dogme selon lequel « il n'y a pas d'alternative », comme disait Margaret Thatcher. Et c'est un message fort de notre campagne, qu'il faut prendre nous-mêmes nos affaires en main, et arrêter de s'en remettre à un sauveur suprême ».

Poitiers Avec notre candidat. Dans un contexte de « concurrence » de réunions, 70 personnes, dont beaucoup de jeunes, se sont donné rendez-vous lors de la réunion publique organisée par le NPA de Poitiers-Vienne vendredi 10 mars. Avant le meeting, nous avons distribué des tracts en centre ville, pour que Philippe puisse s'adresser aux passants qui ne pouvaient venir le soir. Ce fut une réussite, et nous avons pu voir que Philippe a un capital sympathie excellent.

Puis l'heure du meeting est arrivée : Maryse Desbourdes a rappelé nos combats écologistes contre la LGV SEA et le barreau Poitiers-Limoges, ainsi que contre la ferme-usine de Coussay-les-Bois, et a ensuite développé notre proposition des transports en commun gratuits. Puis Philippe a présenté notre programme politique, un programme anticapitaliste pour une autre société, avant de participer la discussion qui a suivi.

La presse locale avait aussi fait le déplacement : France 3, France Bleu Poitou, *la Nouvelle République*.

Photos et vidéo du meeting : <http://www.npa86.org/spip.php?article3950>



DR

« **L**e climat évolue (...). Cela transparaît dans les mots employés dans les documents officiels

et le débat public: ceux que l'on appelait simplement "migrants" deviennent de plus en plus souvent des "clandestins" ou des "irréguliers"... » Ces mots du rédacteur en chef adjoint du quotidien italien La Repubblica sont la parfaite illustration de la logique infernale – et meurtrière – à l'œuvre dans l'Europe forteresse. Après avoir dressé des frontières de barbelés, on les justifie, en flattant et exacerbant les peurs et les haines. À l'opposé, ce que l'on a appelé la « crise des migrants » a aussi été l'occasion de formidables élans de solidarité dans différents pays de l'Union européenne. À l'occasion du 19 mars, marche contre le racisme, notre dossier revient sur des mobilisations exemplaires qui ne doivent pas rester sans lendemain, même et peut-être surtout quand soufflent les vents mauvais...



GRÈCE QUELLE SOLIDARITÉ?

La situation des réfugiés s'est aggravée depuis l'accord entre la Turquie et l'Union européenne...

D'une part, pour tous ceux qui ne seront pas « agréés », c'est le risque d'expulsion vers la Turquie, dont Amnesty International souligne qu'en cette période, elle ne constitue pas un pays sûr pour les réfugiés contraints d'y retourner. D'autre part, les réfugiés sont désormais confinés sur les îles en vue d'examen de leur situation, avec des critères peu clairs.

Résultat: la formation de camps d'hébergement surpeuplés et aux conditions inhumaines, comme on l'a vu cet hiver avec plusieurs réfugiés morts de froid sous leurs tentes glaciales. Sans oublier bien sûr les conditions de passage en Grèce: si on estime à 4 700 le nombre de noyés en Méditerranée en 2016, il faut y ajouter 400 morts noyés en tentant de traverser le fleuve frontière de l'Évros ces dernières années...

Campagnes de haine...

Pour les réfugiés ayant pu quitter ces camps dans les îles, la situation reste très difficile, dans un pays en crise profonde. Les possibilités d'installation sont diverses: soit des hébergements dans des centres réquisitionnés par l'État, soit des occupations avec le soutien d'associations locales, et des possibilités d'insertion dans la vie du quartier. Mais la possible installation d'un lieu regroupant des réfugiés peut ici ou là donner lieu à des campagnes locales de haine raciste, comme on le voit dans la région d'Olympie. En effet, au moins deux centres doivent y ouvrir, mais la gestion des locaux appartenant à l'église a été prise en main par un entrepreneur, avec des réactions des habitants contre la présence de réfugiés (qui « abîmeraient » l'image d'Olympie...) et contre la recherche de profits de

l'entrepreneur. Et pour couronner le tout, le métropolitain exige que les réfugiés soient chrétiens!

On le voit, la solidarité, réelle, développée dans tout le pays sous des formes diverses, est confrontée à de nombreuses difficultés, avec cependant une priorité que se donnent des associations liées à la gauche anticapitaliste: dénoncer le rôle de l'Union européenne qui a fait de la Grèce un garde frontière d'une Europe forteresse. Et il y a quelque chose d'indécent à voir le Premier ministre français rendre visite à des réfugiés et se féliciter de la générosité de la France qui va accueillir 3 000 réfugiés pour soulager la Grèce... qui en accueille des dizaines de milliers.

Les voies de la mobilisation

Les axes de la solidarité tels qu'ils se dessinent sont les suivants, comme on peut le voir avec l'exemple en cours de la scolarisation des enfants de réfugiés (2 500 scolarisés sur une estimation officielle de 15 000 à la mi-février):

– mobilisation antiraciste, notamment contre des prétendus « parents en colère » liés aux fascistes. Les mobilisations ont gagné, mais c'est une bataille permanente;

– lien avec le mouvement ouvrier, en lui faisant prendre en charge la solidarité qui ne doit relever ni de l'Église ni du patronat. Ainsi à Oreiokastro, près de Salonique, le collectif enseignant a tenu ferme pendant des semaines face aux attaques des nazis, qui ont dû reculer. Par ailleurs, les associations locales mettent en cause le rôle des ONG qu'elles jugent dépolitisées et exploiteuses;

– indépendance par rapport aux pouvoirs publics, mais exigence qu'elles prennent leurs responsabilités: ne pas rester « neutres » face aux campagnes racistes, mettre à disposition des locaux, et relancer la construction de logements populaires pour les chômeurs et les réfugiés (une des revendications du collectif anti-raciste KEERFA).

D'Athènes, A. Sartzekis

ROYAUME-UNI LA MONTÉE DU RACISME, UN DÉFI POUR LA GAUCHE

Après la campagne et le vote sur le Brexit, le climat anti-migrantEs, déjà présent, s'est accentué...

Les attaques racistes se sont multipliées et Theresa May, déjà ministre de l'Intérieur à poigne sous Cameron, a durci sa politique contre l'entrée de réfugiés mineurs, contre un prétendu « tourisme médical », etc. Pourtant il existe une autre réalité qui fait rarement la une des journaux, celle de la solidarité. Car comme ailleurs en Europe, des millions de personnes ont été choqués par les drames de la Méditerranée, les images venant de pays dévastés par la guerre, ou celles des fragiles campements. Une multitude d'associations et de groupes d'individus ont commencé

à porter une aide concrète, notamment aux migrantEs à Calais. Mais cette solidarité s'est aussi manifestée par une opposition politique au gouvernement, aux expulsions et aux mesures anti-migrantEs draconiennes. Dès 2015, le mouvement a pris de l'ampleur avec des meetings et des manifestations énormes, comme celle de 100 000 personnes à Londres en septembre 2015.

Debout contre le racisme

Ce mouvement a commencé à se structurer bien plus depuis octobre dernier, avec la première conférence nationale de Stand Up to Racism (STUR – Debout contre le racisme), une organisation lancée en 2014. C'est à la fois un regroupement très large et très militant, qui lutte « contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme ». Comme Stop the War et d'autres coalitions unitaires, la direction de STUR est composée d'un large spectre de membres de la gauche britannique. La présidente est Diane Abbott, député travailliste d'origine antillaise et membre du petit groupe de parlementaires de gauche autour de Jeremy Corbyn qui s'est trouvé aussi parmi la direction des représentantEs d'organisations juives et musulmanes ainsi que de la gauche révolutionnaire comme le SWP.

Impossible en quelques lignes de décrire la richesse de ce mouvement que nous présente leur site internet¹. On y trouve des articles et des vidéos qui retracent les activités menées à travers le pays, dont la participation au convoi humanitaire et politique de 250 véhicules jusqu'au campement de Calais en juin 2016, un convoi scandaleusement bloqué par le gouvernement Hollande. Une rubrique entière est aussi dédiée au matériel qu'il est possible de commander: tracts, affiches, pancartes, autocollants, badges, etc.

STUR tente aussi d'articuler la lutte antiraciste avec l'action dans les entreprises: une conférence syndicale nationale mais aussi des motions types à utiliser dans sa section syndicale pour adhérer à STUR ou soutenir telle ou telle initiative, ainsi qu'une vingtaine de modèles de badges et autocollants « Postiers/enseignants, etc. Debout contre le racisme ». Il y avait d'ailleurs un cortège de STUR le 4 mars dernier parmi les 200 000 personnes qui ont manifesté en défense du service de santé, pour refuser que les migrantEs soient les boucs émissaires de son état dégradé. Enfin, le site liste plus de 35 villes où des groupes organisent des activités, détaille l'activité sur les facs et relaie les concerts organisés par le réseau de musiciens « Love Music Hate Racism ».

18 mars, manifestation internationale

Depuis plusieurs mois, les antiracistes mobilisent pour la grande manifestation internationale du 18 mars appelée cette année par un arc de forces très large comprenant la confédération nationale des syndicats, le TUC. Les très fortes mobilisations en Grande-Bretagne contre Trump et contre son « Muslim ban » ont renforcé la détermination du mouvement. Des événements de toutes sortes ont lieu à travers le pays pour sensibiliser et mobiliser pour les manifestations le 18 à Glasgow, Cardiff et Londres.

Au même moment, le gouvernement de Theresa May prépare de nouvelles contre-réformes pour la santé, l'emploi et l'ensemble des droits conquis hier. Et pour les imposer, elle utilisera comme toujours le poison de la division par le racisme. Une réussite du 18 et le renforcement du mouvement antiraciste à travers le pays dans les mois qui suivront seront cruciaux dans la lutte pour la contrer.

Ross Harold

1 – <http://www.standuptoracism.org.uk>

L'ACCUEIL DES MIGRANTS EN EUROPE



CHARMAG

ÉTAT ESPAGNOL « NOUS VOULONS ACCUEILLIR! »

Lors de la promulgation de la première loi sur les étrangers en 1985, juste avant son entrée dans la Communauté économique européenne, l'État espagnol ne comptait même pas 250 000 étrangers. En 2000, ils/elles étaient moins d'un million, et une décennie plus tard déjà presque six millions.

Cette affluence de main-d'œuvre bon marché répondait aux besoins de trois secteurs économiques clés – le bâtiment (lié à la spéculation), l'agriculture et le tourisme – et contribuait à compenser, particulièrement pour ce qui est des soins à prodiguer aux personnes âgées, les coupes opérées dans les services publics.

Malgré le sensationnalisme médiatique portant spécialement sur l'arrivée de migrantEs sur les côtes ou leurs tentatives d'escalader les clôtures des enclaves de Ceuta et Melilla, l'immigration n'est que très rarement devenue un sujet politique de premier plan et n'a jamais suscité de graves épisodes de racisme social. Ainsi, à la différence de ce qui se passe en France, il n'y a pas de parti d'extrême droite espagnol se construisant sur la base d'un discours anti-immigration et islamophobe.

Le racisme institutionnel est le grand problème. Il existe des campagnes contre divers aspects de cet « apartheid juridique » mais, dans une période de faiblesse de presque tous les mouvements sociaux, elles sont en général assez modestes.

Ces mouvements ont trouvé un certain appui politique avec l'irruption de Podemos et les candidatures municipales « du changement ». Ainsi, la mairie de Barcelone a tenté de fermer le Centre de rétention des étrangers (CIE) situé dans la ville, arguant du fait qu'il ne respecte pas la réglementation municipale (régissant les licences d'activités). Au Congrès des députés, Podemos a mis en demeure le



En Catalogne, on sait accueillir... DR

gouvernement central de tenir son engagement d'accueillir 16 000 réfugiés, dont seulement un millier est arrivé dans le pays, traditionnellement l'un des plus rétifs à accorder l'asile. Mais Podemos n'est pas une organisation militante, les syndicats restent en retrait, et c'est la société civile, migrantEs compris, qui a impulsé la défense des droits de ces dernierEs. Sont ainsi apparues des campagnes pour la fermeture des centres de rétention, contre les déportations massives et le harcèlement policier, pour l'obtention de la nationalité sans imposer des examens impossibles à réussir, pour l'obtention également des permis de résidence sans nécessité de produire un contrat de travail d'un an, alors que le chômage et la précarité rendent impossible la chose.

En manif, par centaines de milliers...

Le panorama a été modifié par l'énorme vague d'empathie et de solidarité qui est apparue dans de larges couches de la population envers les personnes qui, fuyant la guerre, cherchent à entrer en Europe. Nombreux sont celles et ceux qui sont allés donner un coup de main en Grèce, ce qui a contribué à créer ou renforcer, dans l'État espagnol même, une multitude de groupes et de plateformes de soutien aux réfugiés. En Catalogne, avec la collaboration (intéressée) des médias, ces processus ont culminé en février dans une mobilisation extraordinaire ayant pour mot d'ordre « *Volem Acollir* » (« Nous voulons accueillir »). Tout a commencé par un concert qui a affiché complet, en présence de 20 000 personnes, réunissant

de très nombreux artistes parmi les plus célèbres. Le week-end suivant, Barcelone a connu la plus grande manifestation de ces dernières années : la police a compté 160 000 personnes, les organisateurs 500 000.

Cette campagne, bien qu'organisée d'en haut, a eu le mérite de critiquer l'inaction du gouvernement catalan et, au moins formellement, de refuser la distinction entre réfugiés et « migrantEs économiques », en revendiquant que les arrivées se fassent par des voies sûres et que les droits soient reconnus dès ces arrivées. Il s'agit maintenant d'augmenter la pression sur le gouvernement pour arracher des mesures concrètes et empêcher qu'une éventuelle négociation ne débouche sur de simples effets cosmétiques.

De Barcelone, Brian Anglo
Traduction par Antoine Rabadan

ALLEMAGNE RETOURNEMENT DE SITUATION...

On était alors en été-automne 2015. Depuis, cette même traversée est devenue impossible : la frontière entre la Grèce et la Macédoine a été fermée, et la Hongrie s'est barricadée avec des murs et des clôtures... L'Allemagne est le pays de l'Union européenne qui a, pendant cette période courte mais mouvementée, accueilli le plus grand nombre de migrantEs. Le nombre des arrivées sur l'ensemble de l'année 2015 a souvent été chiffré à un million, même si le nombre réel de personnes accueillies doit être plus proche de 700 000.

Le gouvernement d'Angela Merkel a, pendant un court laps de temps, accompagné ce mouvement en décidant le 4 septembre 2015 de ne pas appliquer la Convention de Dublin qui permet de renvoyer les réfugiés dans un autre pays de l'Union européenne, enregistrant ainsi les demandes d'asile de tous les arrivants. En même temps, le gouvernement fédéral avait de facto délégué une partie du traitement « humanitaire » des arrivants, en faisant massivement et explicitement appel à l'engagement « civique » pour accueillir

Il n'y a pas si longtemps, l'Europe entière évoquait la « crise des réfugiés ». À ce moment-là, des dizaines voire des centaines de milliers de migrantEs et de réfugiés cherchant l'asile traversaient le continent européen, à pied ou cachés à bord de camions, en partant du littoral grec et en passant notamment par les Balkans...

ces personnes en détresse. C'est ainsi qu'on a vu en 2015 pendant quelques semaines des dizaines de milliers de personnes de la « société civile » – dont beaucoup n'étaient pas des militantEs politiques ou associatifs – offrir leur aide, des vêtements chauds dans des gares, se mobiliser pour donner des cours d'allemand ou pour ramener des jouets aux enfants... Cela a laissé des traces : dans une ville comme Berlin, le nombre des personnes ayant laissé leurs coordonnées à des collectifs d'aide en urgence est supérieur à celui des militantEs organisés, tous bords confondus. Mais dans le même temps, la société s'est nettement polarisée, l'hostilité aux migrantEs s'exprimant elle aussi plus qu'il y a deux ou trois ans. Ce n'est pas seulement la montée (forte depuis l'été 2014) du parti d'extrême droite AfD qui en témoigne, mais aussi le nombre d'attaques violentes contre des structures d'accueil de

migrantEs. Ainsi, leur nombre a atteint 970 l'année passée.

Radicalisation du gouvernement

Aujourd'hui, le discours politique officiel a radicalement changé, pour s'adapter aux expressions des « craintes » et des « crispations » dans une partie non négligeable de la société. Dès octobre 2015, la chancelière Angela Merkel avait joué un rôle important dans la négociation du futur accord (conclu finalement le 18 mars 2016 à Bruxelles) entre le pouvoir turc et l'Union européenne, accord visant à bloquer les réfugiés du Moyen-Orient en Turquie. Et depuis quelques mois, la ligne gouvernementale s'est fortement radicalisée. Une conférence des ministres de l'Intérieur des États fédéral et régionaux (Bund et Länder), les 29 et 30 novembre 2016 à Saxebruck, a ainsi décidé de renvoyer 12 500 réfugiés d'Afghanistan dans leur pays d'origine, et les

premières expulsions vers Kaboul ont commencé en décembre. Des contre-manifestations ont eu lieu. À une échelle très décentralisée, les résistances d'une partie de la société civile face au durcissement de cette politique se mettent en place. Ainsi dans une ville moyenne comme Ratisbonne (Regensburg) en Bavière, peuplée de 140 000 habitantEs, seules 80 personnes – essentiellement des bénévoles – avaient manifesté en décembre dernier contre le renvoi de jeunes Afghans et pour leur accès à l'emploi. Puis, au fil des semaines, 2000 signatures de soutien ont été recueillies, puis remises début mars aux autorités locales. Et le vendredi 3 mars, des centaines de personnes de toute la région ont convergé à bord de véhicules pour se retrouver dans la capitale régionale, Munich, alors que la politique de cet État-région est réputée particulièrement dure en matière d'immigration...

Bertold du Ryon

FRANCE

« NOUS NE POUVONS PAS HÉBERGER TOUTE LA MISÈRE DU MONDE » ?

Cette phrase assassine prononcée par Michel Rocard en 1989 alors qu'il était Premier ministre constitue encore aujourd'hui l'alibi majeur derrière lequel se cachent les partis institutionnels de droite comme de gauche, ouvertement ou honteusement, pour s'exonérer de leurs responsabilités concernant l'accueil des sans-papiers, des réfugiés et des migrantEs.

Pitoyablement, le candidat de « la France insoumise » tenait à peu près le même langage samedi dernier dans l'émission « On n'est pas couché ».



À Paris les tailleurs de pierre prêtent leur savoir-faire aux migrants pour déplacer les blocs anti-migrants mis en place par la mairie de Paris. DR

Renoncements à « gauche »

Interpellé sur le sort qu'il réserverait aux « migrants économiques », la réponse de Mélenchon laisse pantois : « Ben, ça l'a fait pas trop quoi ! Ya pas moyen d'occuper tout le droit d'installation et je ne vais pas commencer aujourd'hui. (...) Les médecins qui ont été formés, il faut d'abord qu'ils s'occupent de leur pays, de leurs malades... ».

On comprend mieux pourquoi (entre autres) ces trois dernières années qui ont vu les arrivées importantes de migrantEs fuyant les zones de guerre (Afghanistan, Syrie, Érythrée, Soudan), ceux-ci se trouvent confrontés à un abandon total des autorités françaises. On comprend mieux aussi pourquoi les organisations de la gauche institutionnelle désertent nationalement tous les collectifs de soutien aux migrantEs, rendant leurs militantEs complices de la pire des répressions et amenant les plus motivés à rejoindre les organisations humanitaires. Les démantèlements de la « jungle » de Calais et des campements de Stalingrad en sont la pire illustration. Sous couvert de « mise à l'abri humanitaire », la gauche gouvernementale, applaudie par la droite, ne visait qu'un seul but : casser toute possibilité d'auto-organisation, d'exprimer collectivement leurs revendications, en les dispersant aux quatre coins de l'hexagone...

Criminalisation de la solidarité et résistances

Après l'opération médiatique du démantèlement militaire de la « jungle », le pouvoir pensait en avoir fini avec l'encombrant dossier des migrants. C'était sans compter sur le formidable mouvement de

solidarité qui a vu naître dans toute la France des comités de soutien, des rencontres, des repas fraternels. Là où le FN et ses semblables ont voulu appeler à des rassemblements de haine, ils se sont systématiquement heurtés à des contre-manifestations et rassemblements plus nombreux qu'eux. Élu par les lecteurs de *Nice matin* « azurée de l'année », Cédric Herrou, condamné à 3000 euros d'amende avec sursis (le procureur avait requis 6 mois de prison...) pour sa participation active au passage de la frontière avec l'Italie et à l'aide aux migrantEs, a publiquement déclaré qu'il ne se soumettrait pas aux injonctions d'une justice inhumaine... Dans le Nord-Pas-de-Calais, en dépit des arrêtés municipaux interdisant de « nourrir les migrantEs », la résistance s'organise. À Paris, tailleurs de pierre et militantEs s'organisent contre la mairie de Paris...

On pourrait ainsi multiplier les exemples de résistances. Mais ceux-ci, s'ils restent isolés, ne constitueront pas une force suffisante pour imposer nos revendications. Dans ce cadre, la marche du 19 mars constitue un point important pour un front antiraciste large contre les violences policières, les meurtres policiers, les contrôles au faciès, en soutien aux sans-papiers et aux migrantEs. Mais ce ne sera qu'un éphémère coup d'éclat s'il ne donne pas naissance à un mouvement national antiraciste, qui partirait de groupes locaux, unitaires et combattifs pour se transformer en une véritable force, antiraciste et antifasciste.

Alain Pajolat



PROCÈS

Acharnement d'un spéculateur



DAL et Jeudi noir, la solidarité et la lutte criminalisées. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

C'est le monde à l'envers... Lundi 6 mars devant le TGI de Paris, un promoteur immobilier réclamait des dommages et intérêts exorbitants à Droit au logement (DAL) et à deux militants de Jeudi Noir (faute de pouvoir poursuivre l'association!).

Leur crime ? Avoir soutenu fin décembre 2012 une soixantaine de personnes mal-logées, dont une trentaine d'enfants, qui ont occupé un immeuble quasi inoccupé depuis deux ans situé au 2 rue de Valenciennes dans le 10^e arrondissement. Cette lutte a porté ses fruits puisque la plupart des occupants initiaux qui le souhaitaient ont été relogés en HLM et le site sera transformé en logements sociaux, la mairie de Paris ayant préempté l'immeuble avant de l'acheter définitivement en 2015. Empochant ainsi 6,5 millions d'euros, le promoteur a revendu cet immeuble deux fois plus cher qu'il ne l'avait acquis en 2004 via une société hollandaise créée pour placer ses profits...

Un requin de l'immobilier

Malgré cette coquette somme, le promoteur s'acharne depuis quatre ans pour frapper le DAL au portefeuille en réclamant des sommes extraordinaires. Dans un premier temps, il demande 2,7 millions d'euros de dédommagement, dont 500 000 euros de « préjudice moral » pour avoir été dénoncé comme « un spéculateur et un défiscalisateur ». À l'ouverture du procès, il a revu ses prétentions à la baisse mais réclame encore 800 000 euros. Une somme colossale pour l'association qui dispose d'un budget annuel de 180 000 euros alimentés par des dons. Comme le déclare l'avocat du DAL, « On est face à un professionnel de l'immobilier qui prend cette affaire pour essayer de liquider le DAL et toutes ces associations qui sont là pour soutenir les personnes dans le besoin ». L'individu est l'un de ces requins qui ont fait fortune pendant les années d'intense spéculation immobilière en Espagne, précipitant des centaines de milliers de familles espagnoles dans le surendettement et conduisant au krach immobilier de 2008.

Le jugement sera rendu le 15 mai. Nous assurons le DAL et les deux militants de Jeudi noir de notre totale solidarité.
Christine Poupin

HÔPITAUX « La recherche de la rentabilité se fait aujourd'hui au détriment de la prise en charge des patientEs et des conditions de travail »

Entretien. Le 7 mars dernier, jour de mobilisation dans le secteur de la santé, une employée du service informatique médical de l'hôpital Cochin âgée d'une quarantaine d'années a mis fin à ses jours dans l'enceinte de l'établissement. L'hôpital sous pression... jusqu'au drame! Nous y revenons avec Apollinaire Bonneteau, syndicaliste SUD à l'hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP).

À l'HEGP, ton hôpital, un an après le suicide d'un médecin, un jeune infirmier s'est à son tour défenestré il y a un mois. Comment expliquer que tant d'agentEs en arrivent à se donner la mort? Peut-on parler de maltraitance institutionnelle envers les soignantEs?

Il est souvent difficile d'expliquer les raisons qui poussent les gens à se donner la mort, mais à l'hôpital j'identifie aujourd'hui deux causes principales. La première concerne les soignantEs : ils sont soumis à des risques qui se rattachent directement à leurs professions. Soigner et accompagner les patientEs les expose à de fortes pressions émotionnelles qui laissent place parfois à des expériences traumatisantes. La deuxième cause est plus récente, et concerne l'ensemble des personnels, qu'ils soient ouvriers, administratifs ou paramédicaux. Elle est directement liée aux réformes de ces dernières années qui ont transformé l'hôpital en entreprise. La recherche de la rentabilité se fait aujourd'hui au détriment de la prise en charge des patientEs et des conditions de travail.

À Saint-Calais (dans la Sarthe), la CGT de l'hôpital a fait part de son incompréhension et de sa consternation après le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) qui n'a pas relevé les dysfonctionnements et le harcèlement du personnel. À l'HEGP, Hirsch a défendu la directrice de l'hôpital contre les attaques qu'il juge infondées envers elle.

Comment réagit l'institution hospitalière? Continue-t-elle à se dégager de ses responsabilités? Martin Hirsch défend la directrice de l'établissement mais ne fait



Mardi 7 mars, dans le cortège parisien. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

rien pour les autres salariéEs. Ils font même pire en continuant d'appliquer les politiques austéritaires du gouvernement, et nous appuie un peu plus sur la tête chaque jour. La défense de la directrice de l'HEGP par le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) ressemble plus à une défense d'intérêts de caste qu'à autre chose. Concernant notre collègue Emmanuel, la direction ne souhaite pas pour le moment reconnaître le suicide, bien que celui-ci ait eu lieu sur le lieu de travail. Elle attendra pour statuer l'avis de la commission de réforme. De

notre côté, nous avons mis en place une expertise CHSCT qui doit faire ressortir les risques professionnels pour étayer la reconnaissance de l'accident de travail.

Critiquée pour son absence de réaction, Marisol Touraine a finalement expliqué en septembre 2016 que « la culture du bien-être doit exister à l'hôpital » et demandé « que l'on travaille à de nouvelles mesures pour les risques psychosociaux ». Quelles mesures ont été prises et comment sont-elles ressenties par le personnel?

Le petit doigt sur la couture du pantalon, nos directeurs ont ressorti les groupes de travail sur les risques psychosociaux. Mais depuis des années, ces groupes n'ont fait que noircir du papier. Depuis qu'ils existent, la situation n'a fait que se dégrader... Si la ministre souhaite vraiment améliorer la situation, qu'elle

revienne sur les dernières réformes qui nous font tant de mal : que se soit les pôles qui ont fait exploser les collectifs de travail ; la tarification à l'activité (T2A) qui, dans sa logique productiviste, a cassé l'hôpital public en lui faisant perdre le sens de ses missions ; ou bien encore les groupes hospitaliers de territoire qui n'ont d'autre but que de mettre en concurrence les établissements entre eux et de générer des mutualisations qui vont avoir pour conséquences de réduire l'offre de soin.

Quelles mesures prioritaires faudrait-il prendre pour stopper cette dramatique vague de suicides? Réinjecter d'urgence des moyens humains et supprimer les primes d'objectif des directeurs en les intégrant dans leur salaire, car elles les empêchent aujourd'hui d'assumer leurs responsabilités dans la protection des salariéEs.
Propos recueillis par S. Bernard

METZ Loi travail et répression : relaxe pour Yann, amende pour Denis

À Metz, la journée du 17 mars 2016 avait été marquée à l'université par un long débat sur la loi travail et un travail d'organisation de la lutte...

Des syndicalistes salariés avaient reçu un bon accueil et s'étaient mêlés aux discussions. Passage dans les amphithéâtres et sit-in sur le pont à l'entrée du campus pour terminer. Le tout sur un mode pacifique, « peace and love »...

C'était compter sans le président de l'université, la préfecture et les flics : alors que le blocage du pont allait prendre fin, les flics sont violemment intervenus. Cinq manifestants sont emmenés en garde à vue mais seuls Denis et Yann, militants CGT et NPA, sont retenus jusqu'au lendemain



Denis et Yann, victimes de la justice de classe. DR

après-midi. Ils seront convoqués en justice.

Acharnement

Une forte campagne de solidarité et une vidéo amateur auront finalement joué

pleinement leur rôle : le 26 avril, le tribunal décide logiquement de relaxer nos camarades qui comparaissent pour « rébellion et violence sur agent sans ITT » et « outrage »... alors

que les seuls blessés dans l'affaire, c'étaient eux : 7 et 3 jours d'ITT!

Mais le parquet s'acharne et a fait appel. Rejugés le 8 mars dernier, et alors que le procureur demandait 1000 euros d'amende pour chacun, le tribunal confirme la relaxe pour Yann mais sanctionne Denis d'une amende de 500 euros (400 euros sous 30 jours), bloquant un peu plus notre plainte pour violences policières.

Nous organisons bien sûr la solidarité financière, car à l'amende s'ajoute aussi 6700 euros au total de frais d'avocat. Frapper au porte-monnaie, l'autre aspect de la justice de classe!

Fernand Beckrich

PSA

Devenir le champion de la rentabilité?



Carlos Tavares, un homme d'expérience... en matière de fermeture d'usines. DR

La roue tourne vite dans l'industrie automobile. Trois ans après les trois milliards d'euros qui lui avaient été versés par le gouvernement français et la firme chinoise Dongfeng, PSA vient de mettre la main sur les filiales européennes Opel et Vauxhall de General Motors.

GRENOBLE Les ingrédients d'un 8 mars réussi

2 000 manifestantEs comptés pour la manif de 15 h 40 ce mercredi 8 mars, du jamais vu à Grenoble!

L'appel intersyndical à la grève change bien sûr tout, mais c'est aussi le résultat d'un travail féministe de longue haleine mené dans différents cadres.

Un appel à la grève, enfin!

Il a fallu attendre 2017 pour que le 8 mars renoue avec les traditions de grève du début du siècle dernier. Des tentatives avaient déjà eu lieu il y a quelques années à Toulouse. Les femmes d'Argentine avaient lancé un appel en octobre dernier dans la foulée de leurs mobilisations contre les violences. En France, c'est le buzz de l'appel du collectif « Les glorieuses » à cesser le travail qui a encouragé les organisations syndicales à appeler à la grève. Mais de l'appel à la mobilisation, il y a un pas qui n'a été franchi que dans de rares endroits...

Le rôle de la CGT est déterminant vu sa place dans l'échiquier syndical. La mobilisation de la commission femmes mixité nationale ne fait pas de doute. Mais du côté des fédérations ou de la confédération, c'est moins net. En particulier, l'appel à la grève de la fédération de la santé la veille n'a pas aidé à la mobilisation de ce secteur pourtant très féminisé. En Isère, le collectif droits des femmes de l'union départementale CGT a été un élément moteur de



Dans les rues de Grenoble, tant qu'il le faudra... DR

l'organisation du 8. Il a poussé pour qu'il y ait un appel intersyndical départemental (CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL), des appels à la grève de syndicats d'entreprise, des moyens (tirage des tracts unitaires, prêt de la sono, achat d'une bannière...). Évidemment, il n'y a pas eu des milliers de salariéEs en grève, mais une partie des militantEs CGT étaient bel et bien mobilisés et a fourni une part importante de la manifestation, drapeaux au vent.

Une préparation large et unitaire

En parallèle de la CGT, la plateforme unitaire locale de défense des droits des femmes n'en était pas à son coup d'essai : 8 mars, 25 novembre,

1^{er} Mai, présence dans les manifs contre la loi travail... C'est le cadre unitaire habituel qui mobilise sur les questions féministes. Le Planning familial y est présent et si le noyau dur est assez restreint, la plateforme est légitime localement pour fédérer l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauche ainsi que les associations. Des étudiantes non organisées sont venues chercher des infos et des moyens. 25 000 tracts ont été distribués dans l'agglomération : sur des marchés, à la porte des entreprises, à des arrêts de tram, sur le campus universitaire...

Il existe par ailleurs une mouvance féministe radicale, plus ou moins organisée suivant les périodes,

qui proposait plusieurs initiatives autour du 8 mars, en non-mixité : débat, projection de film, manifestation le samedi 11 mars. Même si les liens sont fragiles et que la défiance de part et d'autre perdure, il y avait la volonté de ne pas se faire concurrence, de ne pas s'opposer. La manifestation non mixte a réuni une centaine de personnes, parcourant les rues du centre-ville de Grenoble en ce samedi après-midi ensoleillé.

Et après ?

Du côté de la CGT, la mobilisation sur ces questions sera maintenue car le collectif droits des femmes est alimenté par l'activité de terrain sur deux aspects principaux : dix militantEs CGT sont en cours de procédure aux prud'hommes contre leur employeur (une des plus grosses boîtes privées du bassin) pour discrimination sexiste d'une part, et un travail de fond sur la prise en charge syndicale des agressions sexistes, sexuelles et du harcèlement d'autre part.

Du côté de la plateforme unitaire, le 1^{er} Mai approche à grands pas, dans ce contexte particulier d'élection présidentielle. La visibilité des revendications féministes à cette occasion est à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Elsa Collonges

INITIATIVE En marche oui... mais vers le premier tour social!

Une soixantaine de militantEs se sont retrouvés samedi dernier à la Bourse du travail de Paris pour préparer la mobilisation du 22 avril (voir l'Anticapitaliste n°372).

Cette réunion de travail aura permis de vérifier que le courant de sympathie qui fait suite à l'annonce de cette date, ressenti sur les diffusions de tracts lors des manifestations santé et féministe des 7 et 8 mars, est bien réel.

Après une introduction de Mickael Wamen de la CGT Goodyear et de Gaël Quirante de SUD Poste 92 sur les enjeux de cette initiative inédite à la veille d'un premier tour d'élection présidentielle, la parole était donnée à la salle : la CGT Énergie Paris et SUD Commerce ont confirmé rejoindre la dynamique tout comme des

travailleurs sociaux, des enseignantEs dont certains syndiqués à la FSU, des étudiantEs et des lycéens, le DAL etc.

Tout aussi engageante, la participation de représentantEs venus de Seine-Maritime, de Blois, de Limoges ou de Strasbourg, alors que l'échéance se veut nationale.

Prendre nous-mêmes nos affaires en main

L'après-midi, quatre commissions se sont mises au travail : une sur les réseaux sociaux qui s'appuie sur le travail déjà initié par InfoCom-CGT, une logistique à partir des acquis organisationnels de Nuit debout,

et une autre sur l'animation même de la journée. La dernière s'est fixée comme tâche l'organisation de plusieurs meetings d'ici au 22 avril, forte de la mise en place de collectifs de ville comme déjà à Nanterre, sur les lieux de travail ou dans les facs.

Pour l'ensemble des participantEs, pas question de respecter une quelconque trêve face au cirque électoral. L'accord est unanime sur la nécessité de s'organiser dès maintenant, dans l'unité la plus large (un nouveau point fixe est prévu à la manifestation du 19 mars), pour répondre aux mauvais coups du gouvernement à



venir. Notre programme, c'est le progrès social, les libertés et la dignité de toutes et tous, pas la régression, la répression et le racisme. Il ne sortira pas par magie des urnes, ce sont nos mobilisations et la rue qui l'imposeront!

LD

FORD BLANQUEFORT (33) Résistance contre les manœuvres de la direction

C'est comme pour toute chose, dans la mobilisation, il y a des hauts et des bas.

Après avoir réussi des grèves et des actions avec l'ensemble des salariéEs, nous voilà maintenant dans des débrayages minoritaires.

Ainsi, nous étions environ 70 salariéEs (sur 900 au total) à nous rassembler jeudi 9 mars pour protester contre la politique de Ford et contre le report du Comité de suivi avec le préfet et les pouvoirs publics. Il faut dire que les dirigeants de la multinationale sont repassés à l'offensive, tentant ainsi de reprendre le contrôle d'une situation qui leur échappait. Illustration avec la visite de la numéro 2 de Ford Europe le mercredi 8 mars...

Nous avons eu droit au discours comme quoi il fallait que l'usine soit propre, que les salariéEs montent leur sens des responsabilités, leur motivation au travail, histoire de convaincre la direction que cette usine vaut le coup d'être gardée.

Il fallait montrer que nous savions recevoir, avec la demande de ne pas faire grève ce jour-là, de ne pas faire d'action qui pourrait nous coûter cher... L'intersyndicale a flanché et a accepté d'être raisonnable, acceptant même de participer au cirque patronal. Seule la CGT a protesté, refusant de participer à la « visite » de l'usine, et mettant donc en porte-à-faux les autres. Et seule, elle a appelé à la grève le lendemain comme c'était initialement prévu pour la tenue du Comité de suivi.



Vers le 20 mars

Nous étions donc peu nombreux mais pas pour autant démoralisés. Il est important que la dénonciation des agissements de Ford continue. Cette détermination est importante pour la suite, car l'enjeu est bien de redonner confiance aux collègues, de relancer une véritable mobilisation pour la défense des emplois. Il s'agit de contrer les manœuvres d'intimidation et les pressions diverses, de faire face aux tentatives actuelles de renforcer la discipline au travail. Avec des dirigeants qui essaient de retourner la situation en leur faveur : le danger ne proviendrait pas de Ford qui refuse d'investir et d'apporter des activités suffisantes... mais des salariéEs qui pourraient ne pas être suffisamment compétitifs!

La suite, une nouvelle journée de débrayage et de manifestation devant la préfecture le lundi 20 mars, nouvelle date du Comité de suivi. Et cette fois, la CGT devrait être rejointe par les deux autres syndicats ouvriers, pour dénoncer publiquement une politique socialement catastrophique, pousser les pouvoirs publics à agir et pousser Ford à respecter ses engagements de maintien de tous les emplois.

L'histoire commence à être longue, mais il n'y a aucune raison de lâcher prise.

Philippe Poutou

« Propriétaire des moyens de production », une expression toujours valide ! Car ce sont bien des propriétaires – actionnaires, héritiers rentiers de la famille Peugeot et gouvernement – qui ont discuté d'un prix additionnant usines, machines, brevets, réseau commercial et la force de travail de 40 000 salariéEs répartis dans six pays européens.

1,3 milliard d'euros pour acheter Opel et Vauxhall

Tout se mesure en euros ou en dollars ! PSA va déboursier 1,3 milliard d'euros pour racheter Opel et Vauxhall... Plus la moitié de 900 millions d'euros pour acheter avec Paribas les activités bancaires GM. Au passage, remarquons qu'une seule banque spécialisée dans

le crédit automobile « vaut » plus de deux tiers de 10 usines réparties dans toute l'Europe !

Le nouveau groupe PSA, avec 4,3 millions de voitures possiblement produites, est loin d'atteindre le seuil des dix millions de véhicules, le ticket d'entrée pour faire partie des quatre plus grands constructeurs automobiles du monde. Mais PSA devient le deuxième constructeur automobile européen, derrière le groupe Volkswagen mais devant Renault.

PSA a déjà racheté d'autres entreprises automobiles, mais seulement à l'échelle du territoire français. Peugeot est ainsi devenu PSA après avoir racheté en 1978 Citroën et en 1979 Chrysler Europe, l'ancien Simca. Et il aura fallu plus de 25 ans pour que l'intégration industrielle de ces trois firmes soit achevée.

Atteindre une marge opérationnelle de 6%

Les actionnaires d'aujourd'hui vont exiger leurs dividendes tout de suite. De déficitaire aujourd'hui, l'objectif fixé pour Opel-Vauxhall est une marge opérationnelle de 2% d'ici à 2020 et de 6% d'ici à 2026, c'est-à-dire un alignement sur les objectifs PSA. Bien sûr, des éléments, à commencer par les rapports de forces sociaux et l'aggravation des dégâts écologiques causés par la circulation automobile, peuvent remettre en cause ces objectifs. Il n'empêche qu'un cap est fixé, aboutissant à une reconfiguration menaçant encore plus les plus menacés des sites, aussi bien chez Opel et Vauxhall que chez PSA. En France, les sites de Poissy et de Rennes sont en première ligne de ces attaques prévisibles.

Carlos Tavares a dû tenir compte du calendrier électoral allemand et a promis qu'il

n'y aurait pas de fermeture d'usines en Allemagne d'ici à 2020, soit un répit promis de trois ans. On connaît l'expérience de PSA en la matière, qui a attendu en France la fin de l'élection présidentielle de 2012 pour annoncer la fermeture de l'usine d'Aulnay.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient

PSA a fermé Aulnay et Opel a fermé l'usine de Bochum : ils se valent tous ! Et PSA en profite ainsi pour faire valoir qu'il n'est pas pire que General Motors comme patron d'Opel ! La direction du syndicat allemand IG Metall et les syndicats de PSA qui ont déjà entériné les plans de compétitivité accompagnent les choix de PSA « qui lui donnent une nouvelle dimension ». Désillusions et défaites suivront nécessairement ces renoncements...

La CGT du groupe PSA s'oppose, elle, clairement : « Elle défendra inlassablement auprès des salariés de Opel et de PSA qu'ils ont des intérêts communs, que leur sort est désormais lié face aux actionnaires de PSA. L'union par-delà les frontières est vitale afin de construire les futures mobilisations qui ne manqueront pas d'arriver. »

La mise en concurrence des usines et des salariéEs est un poison entretenu par le patronat pour mieux appliquer ses plans. L'heure est effectivement à la construction de nouveaux liens militants dans ce nouveau groupe restructuré à l'échelle européenne, entre usines et travailleurs des deux côtés du Rhin comme de la Manche. Il faudra savoir rendre compte de toutes les initiatives allant dans ce sens.

Jean-Claude Vessilier

ISRAËL

En guerre contre BDS

Inquiète des succès de la campagne internationale BDS, l'extrême droite gouvernementale israélienne s'en prend à l'ensemble du mouvement de soutien à la Palestine.

Le 6 mars, le Parlement israélien (Knesset) a rendu public une déclaration stipulant que « aucun visa ou aucune autorisation de séjour ne sera accordé à une personne si l'organisation dans laquelle elle milite a sciemment lancé un appel public à boycotter l'État d'Israël ». Les conditions d'accès aux territoires palestiniens n'ont jamais été aisées pour les militantEs soutenant la lutte du peuple palestinien, et les refoulements à l'arrivée (contrainte) à l'aéroport Ben Gourion étaient pratique courante. Cette nouvelle décision officialise le huis clos qu'entend imposer le gouvernement de Tel Aviv à tout un peuple, et à la minorité d'activistes courageux qui luttent en Israël même contre la colonisation. Pourtant, à ce jour, aucun gouvernement européen n'a réagi à cette mesure inique. Aux États-Unis, une centaine d'universitaires juifs ont rendu publique une déclaration annonçant qu'ils ne se rendraient plus en Israël.



Ils veulent isoler le peuple palestinien

Dans un communiqué du lundi 13 mars, l'AFPS (la plus ancienne association de soutien au peuple palestinien) dénonce les attaques et menaces graves dont elle a fait l'objet tout récemment. Leurs auteurs, bien connus – Ligue de défense juive, Brigade juive – ont un lourd passé dans l'art de l'intimidation et des opérations musclées, et leurs exploits sont sans vergogne revendiqués sur un site francophone proche de l'armée israélienne, Coolamnews. Menaces de mort, menaces de viol, usurpation de numéros de téléphone, les hommes de main qui agissent ici appliquent scrupuleusement la doctrine édictée en février 2016 par le gouvernement sioniste qui prétendait « réduire au silence » toutes celles et ceux qui dénoncent et militent contre sa politique.

Et n'oublions pas le CRIF, dont le dîner annuel très couru réunit tous les dirigeants de la classe politique institutionnelle. Avocat constant de la politique de l'État d'Israël, sa proximité avec le pouvoir est telle qu'il peut se permettre d'exiger à peu près ce qu'il veut des pouvoirs publics. Ainsi, c'est actuellement le cas par diverses pressions visant à interdire les réunions et manifestations se déroulant dans le cadre de la « Semaine internationale contre l'apartheid en Israël ».

Plus que jamais, nous réaffirmons notre solidarité déterminée au peuple palestinien et aux organisations qui le soutiennent ! Ni les menaces ni les attaques ne sauraient nous intimider, comme dans le passé où nous avons manifesté par milliers malgré les interdictions prononcées par les autorités françaises. Ces attaques ne sont que le reflet de la trouille du gouvernement de Tel Aviv et de ses complices qui enregistrent chaque jour les succès croissants de la campagne internationale BDS !

Solidarité avec BDS et l'AFPS ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Alain Pajolat

ASIE ORIENTALE La crise coréenne, un enjeu géostratégique

L'instabilité de la situation dans la péninsule coréenne affecte aujourd'hui le grand jeu stratégique qui oppose, en Asie orientale, la Chine aux États-Unis.

Le 10 mars en Corée du Sud, la Cour constitutionnelle a entériné la destitution de la présidente Park Geun-hye. Une décision exceptionnelle prise à l'unanimité sous la pression d'un immense mouvement citoyen. La mise au jour d'un vaste scandale de corruption a en effet provoqué la mobilisation pendant 134 jours de millions d'indignados sud-coréens : on évalue à 15 millions le total des personnes ayant participé aux manifestations et rassemblements de rue !

Pyongyang contre Pékin

La pression démocratique exercée d'en bas n'a pas faibli, malgré la tension militaire croissante régnant dans la région, relayée par une extrême droite nationaliste très agressive qui voit dans l'opposition à Park des « traîtres » à la solde de la Corée du Nord. Le régime de Kim Jong-un a dernièrement opéré une série de tirs d'engins balistiques en direction du Japon alors que les États-Unis implantent en Corée du Sud une base de missiles antimissiles Thaad (Terminal High Altitude Area Defense).

Le champ d'activité de ce bouclier antimissile couvre en fait une bonne partie du territoire chinois et peut, aux yeux de Pékin, neutraliser sa capacité de dissuasion nucléaire. La course aux armements



La Corée du Nord affiche ses plus beaux atouts... DR

prend une nouvelle dimension dans la région, alors que la Chine se donnait déjà pour objectif de moderniser ses sous-marins stratégiques et de les déployer dans les océans afin de les protéger d'une première frappe US.

Dans le bras de fer qui les oppose en Asie orientale, Pékin a gagné durablement l'initiative en mer de Chine du Sud en bâtissant un vaste réseau militaire sur des îles artificielles. En revanche, Washington reste à la manœuvre en Asie du Nord-Est grâce à ses bases établies en Corée du Sud, au Japon et Okinawa ainsi qu'à la liberté d'action de sa VII^e Flotte.

Sur le plan diplomatique et économique, il en va de même. L'influence de Pékin en Asie du Sud-Est s'est qualitativement renforcée, alors qu'au Nord-Est, Washington et Tokyo font bloc. L'Asie orientale constitue un vaste théâtre d'opérations intégré où l'accès aux océans constitue l'un des enjeux centraux. Toute grande puissance mondiale se doit d'opérer sur les océans, le nouvel impérialisme chinois le sait bien. Or, entre la Chine et le grand large se trouve un chapelet de pays, de la Corée à la Malaisie en passant par le Japon, les Philippines, l'archipel indonésien... En contrôlant les détroits, Washington peut fermer

l'accès à l'océan Pacifique ou à l'océan Indien.

Un baril de poudre...

Trois facteurs rendent aujourd'hui aléatoire le grand jeu stratégique en cours en Asie orientale.

À commencer par l'élection de Trump dont il est difficile de prévoir les conséquences. La Chine ne sait trop qu'en penser et le Japon en conclut qu'il doit accélérer son propre réarmement pour ne pas dépendre d'un « parapluie » susceptible de se refermer un jour du fait de l'isolationnisme US. De plus, il y a l'élection en 2016 du président philippin Duterte qui menace de rompre l'alliance historique avec les États-Unis et fait actuellement les yeux doux à Pékin. Enfin, les « provocations » incontrôlables du président nord-coréen, convaincu qu'accroître son pouvoir de nuisance constitue la meilleure carte à jouer tant sur le plan intérieur qu'international.

La situation coréenne n'est plus « gelée », ce qui fait de la péninsule un véritable baril de poudre. Aucune solution diplomatique ne semble actuellement envisageable. L'épreuve de force se poursuit. Dans un tel contexte, le « double jeu » est la règle. La direction chinoise ne peut pas risquer une crise de régime en Corée du Nord, pas plus qu'elle ne peut accepter que ce pays devienne une puissance nucléaire indépendante. Washington prétend avoir pour seul objectif de protéger ses alliés de la menace nord-coréenne, alors qu'elle ambitionne de consolider ou de rétablir son hégémonie en Asie orientale. La « duplicité » est bien partagée, au service d'un conflit frontal pour l'hégémonie dans cette partie du monde dont les populations de la région font les frais.

Pierre Rousset

MAROC SAHARA

Solidarité avec les Sahraouis !

C'est un procès spectaculaire et suivi à l'échelle internationale qui s'est ouvert ce lundi 13 mars, à Rabat. Dans la capitale marocaine, 25 militantEs pour l'indépendance du Sahara occidental – dernière colonie « à l'ancienne » en Afrique, occupée jusqu'en 1975 par le colonisateur espagnol et depuis cette date par le Maroc – sont jugés en appel pour des affrontements dans le camp de Gdeim Izik en 2010.



Démantèlement du camp de Gdeim Izik le 8 novembre 2010. DR

les noms des « victimes », réelles ou supposées, au nom desquelles elles poursuivent en justice les indépendantistes sahraouis... À la suite de ce procès tenu en 2013, les accusés ont été condamnés à des peines allant de 20 ans de prison jusqu'à la perpétuité. Les seules preuves à charge étaient des aveux... obtenus sous la torture !

Faire le procès de l'occupation

En juillet 2016, le Comité international contre la torture (organisme

des Nations unies) a condamné le Maroc pour ces faits de torture. Cela a touché un point sensible, le régime marocain étant engagé dans une campagne de communication qui vise à le présenter à l'international comme un prétendu défenseur des droits de l'homme (surtout depuis la nouvelle Constitution de 2011... qui interdit formellement la torture !). Et au bout de trois ans et demi, les autorités marocaines se sont donc réveillées pour accepter un procès en appel

pour les 25 condamnés de l'affaire de Gdeim Izik.

Deux audiences se sont tenues jusqu'ici, les 26 décembre 2016 et 23 janvier 2017, avant la réouverture du procès cette semaine. Lors des premières audiences, il était facile de constater que le tribunal avait un parti pris plus qu'affirmé. Dès lors que les mots « torture » ou, pire aux yeux du régime marocain, « territoire occupé », furent prononcés, le président de séance, le procureur et les avocats des parties civiles (familles de policiers) se sont unanimement mis à insulter les avocatEs des Sahraouis. La séance a été levée à plusieurs reprises... Alors que l'émissaire spécial des Nations unies pour le Sahara occidental, le diplomate états-unien Christopher Ross, vient de démissionner, en partie à cause des ingérences de la France aux Nations unies au profit du régime marocain, la solidarité en France reste plus que jamais d'actualité. Une solidarité qui va à la fois aux Sahraouis et aux opposantEs marocains.

Bertold du Ryon

Essai

Jeanne de guerre lasse, Daniel Bensaïd, préface d'Edwy Plenel

Éditions Don Quichotte, 2017 (réédition), 19,90 euros

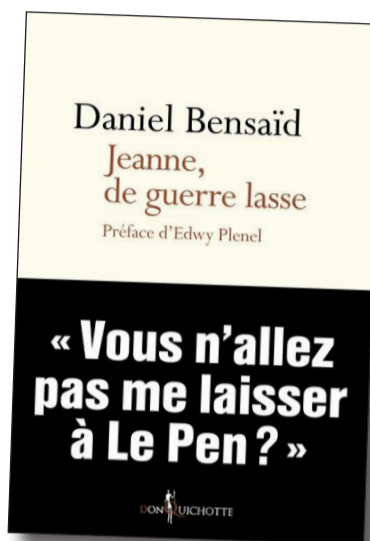
Il s'agit d'une nouvelle édition d'un ouvrage devenu introuvable, publié à l'époque en 1991 par Edwy Plenel dans sa collection chez Gallimard...

Dans cette nouvelle préface, Plenel rend hommage à l'auteur : sa haute figure, écrit-il, intègre et raide, se distinguait de tant d'autres de la génération de Mai 68 par sa fidélité entêtée aux engagements radicaux de sa jeunesse. Taupier marxienne creusant les galeries de l'imprévu et de l'inconnu, Bensaïd a été, depuis son enfance, fasciné par le personnage de Jeanne d'Arc, d'où ce livre étonnant, écrit « pour que l'indécence morgue des vainqueurs ne submerge pas d'oubli la mémoire des immortels vaincus ». Il faut reconnaître que cet ouvrage a suscité beaucoup de perplexité chez les amis et camarades de l'auteur. Comment se fait-il qu'un révolutionnaire marxiste s'intéresse tellement à la Pucelle d'Orléans ? Parce que, répond Daniel, elle incarne « un étrange principe de résistance universelle » ; parce que son procès est l'archétype du procès politique,

du procès en hérésie, un modèle de toutes les parodies de justice ; parce qu'elle fait partie de la « grande cohorte des humiliés, des opprimés, des pauvres, des a-propriétaires » ; enfin, parce que son procès, comme ceux des sorcières dans les deux siècles suivants, fait partie d'une tentative de longue haleine, de l'État et de l'Église, pour l'abaissement des femmes. Le livre se présente comme un dialogue de l'auteur avec l'esprit de Jeanne d'Arc qui revient le hanter, un dialogue où il est tantôt question du 15^e siècle – ses révoltes, ses hérésies, Jan Huss, Thomas Müntzer – tantôt des années 1990, époque où « la barbarie a pris quelques longueurs d'avance sur le socialisme » et où l'on assiste à « la grande orgie du nationalisme tardif ».

« Refuser l'inacceptable »

L'auteur ne cache pas son inquiétude, et l'on trouve dans le livre plus de points d'interrogation que de



proclamations : quel point fixe dans ce maelström ? À quelle boussole se fier ? Sur quelle pierre rebâtir ? À quelle date s'adosser ? 1917, 1793, 1789 ? Comment croire à l'avenir après deux siècles de révolutions écrasées ou avortées, défigurées ou trahies ? Pourquoi aller encore de l'avant ? Sa réponse est un résumé de son éthique de vie : « Parce qu'il suffit

de refuser l'inacceptable ». Un refus qui « fait dire non et se raidir la nuque ». De ce raidissement croît une volonté et un projet. Il ne s'agit plus de certitude, mais de pari : un pari raisonné, par conviction, par une « foi athée » qui conduit à engager une énergie absolue sur des vérités relatives qu'aucune science ne peut plus garantir.

Ce livre est donc le premier où Daniel Bensaïd s'engage sur la voie du pari pascalien, seule démarche permettant de « décider l'indécidable ». Le pari implique le risque de défaite, mais aussi l'espoir d'une victoire des opprimés. L'auteur rend ici hommage, à plusieurs reprises, au « philosophe de l'espérance » Ernst Bloch dont il cite cette affirmation : « tout commencement véritable est encore à venir et vit dans le passé comme une anticipation du futur ».

À ce passé appartient Jeanne d'Arc, qui fut « en des temps tortueux, toute droiture ». Certes, elle fut vaincue, mais « aucune défaite, aucune débâcle ne démontrent la fausseté d'une cause ». Par son hérésie subversive et son insoumission aux injonctions de l'État et de l'Église, elle ne peut pas appartenir « à ceux de la place des Pyramides » : Le Pen et ses séides, qui ont pris l'habitude de défilé sous sa statue. « Femme et hérétique, trahie et brûlée, Jeanne appartient à la grande fraternité des vaincus. L'abandonner à ses vainqueurs serait éterniser son supplice ».

Michael Löwy

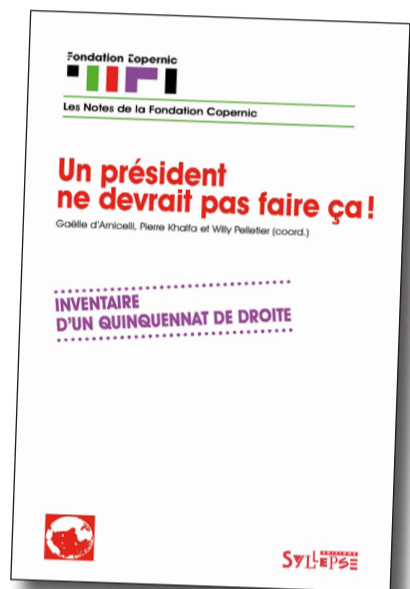
Essai

Un président ne devrait pas faire ça ! Fondation Copernic

Éditions Syllepse, 2017, 8 euros

Le sous-titre de la dernière note de la Fondation Copernic est précieux : « inventaire d'un quinquennat de droite ». La lecture de ce petit ouvrage met donc en évidence l'ampleur de l'offensive néolibérale et du tournant néoconservateur du président Hollande et de ses gouvernements, particulièrement utile en cette époque des promesses électorales... Car sous le déluge d'attaques de toutes sortes, véritable stratégie du choc néolibéral, on aurait pu finir par ne plus prendre la mesure de ce qui s'est passé en cinq ans.

Après avoir dénoncé « les 23 renoncements, voire trahisons », cette note énumère, au regard de la politique conduite par la droite au pouvoir, ce que les équipes Hollande-Ayrault et Hollande-Valls ont fait de pire, de mieux (très peu de choses...), ou d'identique. Et le bilan est un



désastre pour celles et ceux d'en bas : 2% du PIB donné aux patrons avec le Pacte de responsabilité et le CICE, la hausse de la TVA, la casse du code du travail, la criminalisation du mouvement social, l'ouverture à la privatisation de la Sécurité sociale. Sans prétendre à l'exhaustivité, l'ouvrage détaille, au-delà de telle ou telle mesure, à quel point ces gouvernements se réclamant de la « gauche » ont repris le discours idéologique de la droite, voire de l'extrême droite, ce qui a pour effet de pousser cette dernière encore plus à droite.

Il permet de revenir sur les enchaînements au gré desquels se fit la politique Hollande, de comprendre pourquoi cette permanence dans la construction d'une Europe libérale, pourquoi tant de cadeaux sans contrepartie pour les entreprises, pourquoi cet abandon des sans-logis, des précaires, des syndicalistes, et ce creusement constant des inégalités, pourquoi la reprise de la mesure d'extrême droite, la proposition de « déchéance de nationalité », qui est par bien des aspects le moment symbolique du quinquennat.

Patrick Le Moal

Essai

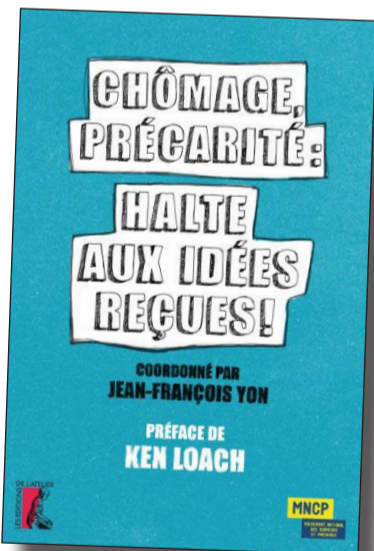
Chômage, précarité : halte aux idées reçues, coordonné par J.F. Yon, préface de Ken Loach

Éditions de l'atelier, 2017, 10 euros

Une désintoxication utile, un outil militant. « Les chômeurs n'ont qu'une chose à faire, chercher du boulot », « le chômage c'est la faute aux étrangers », « les personnes au RSA devraient obligatoirement faire quelques heures de travail », ou encore « les femmes sont dans la même situation que les hommes face au chômage »... Ces propos, et des dizaines d'autres du même genre, chacun d'entre nous les entend quotidiennement sur son lieu de travail, dans des conversations de café ou autour de tables familiales. Ils sont devenus le fonds de commerce d'hommes et femmes politiques d'extrême droite, de droite, mais aussi d'une certaine « gauche », adeptes de la lutte contre « l'assistanat » dans leur volonté de gagner des voix en jouant sur les préjugés soigneusement entretenus.

Face à cette œuvre consciente de division du camp des opprimés et des exploités, 25 organisations associatives et syndicales, regroupées à l'initiative du MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires), ont entrepris de démonter une à une, 26 de ces fausses évidences afin de porter ensemble « un coup d'arrêt à des opinions fausses, des idées préconçues dont la pseudo-vérité ne tient que par le rabâchage dont elles sont l'objet ».

Selon ses compétences, chacune de ces organisations a donc traité un thème. Pour ne citer que quelques exemples, le MNCP et l'APEIS apportent leur point de vue sur les revendications, l'organisation et les mobilisations des chômeurs



et précaires. Le SNU-FSU aborde l'accueil des chômeurs par Pôle emploi et la « déshumanisation par le numérique ». La Coordination des intermittents et précaires dénonce les prétendus « privilèges » des intermittents, et le DAL s'attaque au stéréotype du précaire mauvais payeur, alors que le véritable problème est celui du manque de logements et des loyers chers. Trois confédérations ou groupements de syndicats apportent également leur contribution à l'ouvrage. La CGT aborde la « sécurité sociale professionnelle », la CFE-CGC « l'uberisation » des emplois et de ses conséquences, et Solidaires, dans un article surprenant (plus proche d'une contribution universitaire que de celle d'un syndicat de lutte) critique les thèses libérales sur les prétendus « effets négatifs » du droit du travail sur l'emploi.

Le livre est riche du croisement de ces points de vue qui se situent souvent dans des optiques différentes, les uns se limitant à vouloir seulement corriger les effets néfastes du système capitaliste, tandis que d'autres se situent plus ouvertement dans une logique de contestation globale.

En quelques pages, la préface de Ken Loach lui donne un « fil à plomb » de classe. Rappelant l'exemple de la Grande-Bretagne et de la

précarisation de toute la société qui a fait suite à la défaite du mouvement ouvrier face à Thatcher, il réaffirme que « le film n'est pas fini, le générique n'a pas encore défilé ». Il insiste sur le piège du « nationalisme étriqué » et sur la nécessité d'une perspective internationaliste, pour conclure : « Nous ne devons pas nous faire défaut les uns aux autres, et plus encore nous ne devons pas faire défaut à notre classe ».

J.C. Delavigne

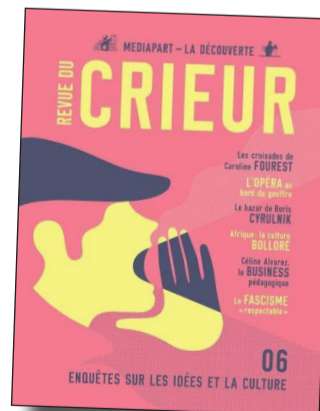
Revue

La revue du crieur

Coédition Mediapart et La Découverte, 15 euros

Cette revue est d'abord un bel objet, ce qui ne gâte rien, même si comme on le sait « l'habit ne fait pas le moine ». Mais le contenu n'a rien à envier au contenant. Datée de février 2017, la dernière livraison (n°6), centrée sur la thématique des « personnalités », annonce opposer les armes de la critique à un journalisme saisi par la marchandise et une médiatisation qui « devient une forme de gouvernement ». La promesse est tenue ! En apéritif, la dénonciation de la paralysie de « la gauche », victime de ses réflexes, de ses

clivages et le cadeau de quelques pistes. Avec en plat de résistance, dix articles. Entre autres sujets traités : la vacuité et les affabulations de Boris Cyrulnik, par Nicolas Chevassus-au-Louis ; la croisade et les ambitions de Caroline Fourest muée « en furie d'une laïcité ultra-républicaine », par Mathieu Magnaudeix ; la conquête de l'Afrique par l'empire Bolloré sous alibi culturel ; pourquoi perdre des abonnés à Canal+ en France n'est pas un problème quand un milliard de clients potentiels attendent et que tant les dirigeants locaux que l'État français font montre d'une exceptionnelle complaisance, par Antoine Pecqueur ;



l'« extrême droite » respectable d'Alain de Benoist, par Razmig Keucheyan, (bien connu dans ces pages). Et bien d'autres sujets à lire, pour éviter encore un peu plus le mainstream... Catherine Segala Disponible en librairie et relais H, et sur abonnement (1 an, 3 numéros : 43 euros)

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

« La révolution syrienne a subi plusieurs revers mais elle reste vivante »

Six ans après son déclenchement, et deux mois après la chute d'Alep, la révolution syrienne est-elle toujours vivante ?

La révolution syrienne a certes subi plusieurs revers, politiques comme militaires, lors des derniers mois. Elle se trouve aujourd'hui plus que jamais isolée et trahie, mais elle reste néanmoins vivante.

Elle est vivante à travers les différentes formes de résistance qu'exprime la société dans les zones libérées du régime, dans les camps de réfugiés, comme au niveau de la production culturelle. Nous pouvons évoquer le travail de conseils locaux qui essaient toujours de fournir des services dans les villages et villes bombardés quotidiennement. Nous pouvons évoquer aussi le travail que font les enseignants, les secouristes et les médecins qui sauvent des vies dans des conditions inhumaines, les femmes qui luttent au quotidien pour défendre leurs droits et nourrir leurs enfants, les jeunes journalistes-citoyens, et les activistes pacifiques nombreux qui continuent de documenter les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Nous pouvons enfin parler de la société civile syrienne naissante, qui s'organise dans les camps de réfugiés et parmi les Syriens dans la diaspora exprimant une solidarité et une détermination que rarement la Syrie a connues dans son histoire avant 2011. À cela s'ajoute la libération de la parole, la publication de récits, de romans et d'essais politiques, et l'explosion artistique qui tentent de maintenir en vie la résistance culturelle face au régime, mais aussi face à la guerre et la mort.

La révolution reste donc vivante à travers tout cela, et à travers certaines forces combattantes sur le terrain qui brandissent toujours le drapeau révolutionnaire et les slogans de liberté, de dignité et de justice.

Pourquoi l'as-tu définie comme une « révolution orpheline » ? Avec des considérants opposés, beaucoup de monde pense que les USA et la France l'ont soutenue...

Je l'ai qualifiée d'orpheline, car depuis son début en mars 2011, et malgré un bilan humanitaire des plus lourds, malgré les destructions de villes et des villages par les bombardements aériens, balistiques et à coups de barils explosifs, malgré les millions d'images, de films et de témoignages qui documentent la tragédie syrienne, malgré l'utilisation par le régime Assad d'armes chimiques contre des civils dans plus d'une région, les institutions de la « Communauté internationale » – qu'elles soient politiques, juridiques ou humanitaires – ont toutes manqué à leur devoir à l'égard du peuple syrien. Elles ont souvent persisté à fournir justifications et excuses pour ne rien faire qui puisse aider les Syriens à tourner la page de la tyrannie qu'ils subissent depuis le coup d'État de 1970 qui a conduit Assad père au pouvoir.

Pire, certains intellectuels, courants politiques et médias, soutiennent ouvertement le régime au prétexte d'un « complot impérialiste » ourdi contre lui ou de « sa laïcité et sa protection des minorités », alors que d'autres s'abstiennent de prendre position, alléguant que toutes les parties « se valent en termes de violence et de barbarie » et que ces événements se déroulent dans un « Moyen-Orient compliqué ».

Quant aux USA et à la France, leur soutien à l'opposition a été diplomatique.

Entretien. Chercheur en sciences politiques franco-libanais, **Ziad Majed** s'est engagé de longue date pour la démocratisation du Liban, et depuis six ans en solidarité avec la révolution syrienne. Il tient un blog, « Vendredis arabes », et a publié en 2014 le livre « Syrie, la révolution orpheline »¹.



DR

Elles ne l'ont pas traduit en actes fermes, ce qui a encouragé les Iraniens et surtout les Russes à intervenir sans craindre les conséquences. Le refus catégorique de l'administration Obama de fournir des missiles sol-air à l'opposition ou d'imposer une zone d'exclusion aérienne dès 2012, bien avant la création de Daech, a permis au régime de bombarder toutes les zones qui se libéraient de son armée, et a rendu l'émergence de gouvernance et d'alternatives politiques dans ces zones impossible. L'inaction américaine, qui a paralysé le gouvernement français l'été 2013 suite au massacre chimique commis par Assad dans la Ghouta de Damas, au moment où la seule ligne rouge qu'avait émis Obama a été franchie, a montré au régime et ses alliés que les occidentaux n'étaient pas près de les inquiéter. Les conséquences ont été terribles.

Que réponds-tu à ceux qui considèrent que la politique de la Russie en Syrie est un « moindre mal » face aux djihadistes ? Les négociations qu'ils relancent peuvent-elles aboutir ?

La Russie de Poutine a souhaité à travers son intervention militaire directe en Syrie faire la démonstration d'un « moment de gloire » similaire à celui des Américains durant l'opération « Tempête du désert » en 1991 contre l'Irak, et ce, sous la bénédiction de l'église russe qui est allée jusqu'à qualifier l'intervention de « guerre

sainte ». Les opérations militaires de Moscou cherchaient à réaliser deux objectifs sur le terrain.

Le premier, affaiblir l'opposition syrienne, voire l'anéantir dans les régions limitrophes de la côte méditerranéenne, dans le centre du pays et autour de Damas et d'Alep, ceci dans le but de permettre aux forces du régime (et ses alliés) de reprendre du territoire. Ainsi, une nouvelle configuration du conflit permettrait à Moscou de n'évoquer que deux forces principales sur le terrain : le régime et les djihadistes. C'est dans cette même logique que les Russes ont dès le début de leurs opérations nié l'existence de l'Armée syrienne libre et des groupes armés « modérés », et qu'ils ont plus tard annoncé qu'ils bombarderaient sans distinction tous les groupes terroristes en Syrie. La carte des frappes montre que non moins de 86% des attaques russes ont visé l'opposition syrienne, et seulement 14% ont visé Daech. Le deuxième objectif consistait à affirmer que Moscou ne se contentait plus du rôle de sponsor politique du régime, mais qu'il devient l'acteur le plus influent en Syrie, non seulement à court mais même à long terme. La Russie a préservé par ce biais sa domination (impérialiste!) de la Syrie de demain.

De plus, le grand « succès » militaire russe, c'est-à-dire, l'invasion des quartiers Est d'Alep (après la destruction systématique des hôpitaux et des boulangeries dans ces quartiers et après la déportation des civils qui ont survécu vers d'autres régions), ce « succès » s'est fait contre les forces de l'opposition qui avaient chassé Daech d'Alep en janvier 2014!

D'ailleurs, depuis janvier 2017, les russes ont invité aux négociations les mêmes groupes qu'ils bombardaient et qualifiaient de « djihadistes » et de « terroristes ». Ces négociations ressemblent aux négociations entre Israéliens et Palestiniens. Le principe qui les dirige semble être « négocier pour négocier », car les questions fondamentales ne sont pas traitées

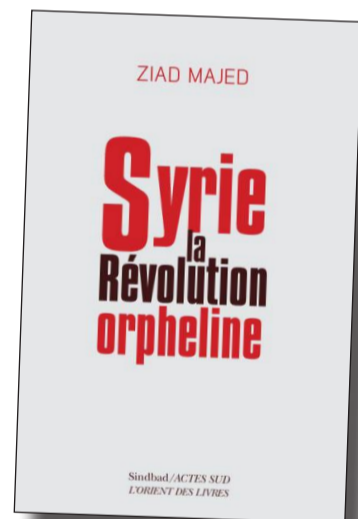
sérieusement : la transition politique et le départ d'Assad, la levée des sièges sur les centaines de milliers de Syriens, la libération des détenus et des prisonniers, le retrait des forces étrangères du pays, etc. Même la lutte contre Daech ne peut être juste et efficace à long terme que si un changement politique à Damas s'effectue et permet la construction d'une nouvelle majorité politique syrienne.

Quel peut être le rôle des citoyens qui voudraient être solidaires du peuple syrien, mais qui se trouvent démunis face aux machines militaires, diplomatiques et humanitaires des États ?

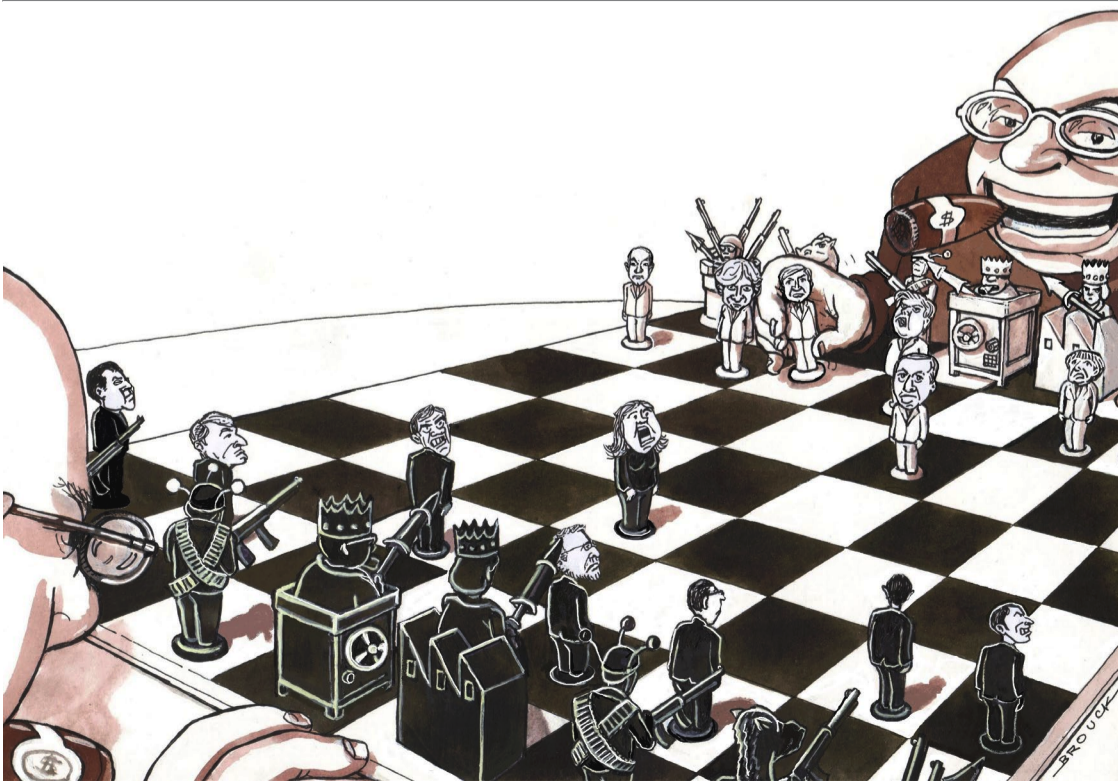
Je pense que notre responsabilité en tant que citoyens commence par le refus de la banalisation du mal, par le rejet de l'impunité accordée aux criminels de guerre, et par l'opposition ferme à toute tentative de normalisation avec le régime Assad. Après, il y a tout le travail que nous pouvons faire pour informer, mobiliser l'opinion publique, soutenir les réfugiés, soutenir les projets à l'intérieur de la Syrie (tels les écoles, les dispensaires, les casques blancs, etc), montrer aux Syriens que les valeurs universelles, l'internationalisme et la solidarité, existent encore.

Propos recueillis par Jacques Babel

1 – Sinbad-Actes Sud, 2014, 19,80 euros



L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde.fr

PRÉFÉRENCE NATIONALE...

Le fait que le gouvernement autrichien s'apprête à introduire dans son droit une clause de préférence nationale à l'embauche a récemment suscité l'émoi dans les médias européens. La France emprunterait-elle discrètement la même voie, avec la multiplication, au niveau local, des « clauses Molière » obligeant les ouvriers à parler le français sur les chantiers ? Cette disposition signe un retour du protectionnisme, que ne renierait pas le Front national et qui inquiète à Bruxelles. [...] Le phénomène est loin d'être isolé, restant surtout le fait de collectivités de droite. Déjà, les départements (tous LR) de la Charente, du Nord, de la Vendée, du Haut-Rhin, de la Corrèze, l'ont adoptée. Les régions Hauts-de-France (LR), Pays de la Loire (LR), Normandie (Union des démocrates et indépendants, UDI) et Centre-Val de Loire (Parti socialiste) ont aussi fait ce choix au prétexte de préserver la sécurité des chantiers, mais aussi, de manière assumée, pour faire barrage aux travailleurs détachés venus d'autres pays de l'Union européenne. [...] En France, le débat ne fait que commencer. Pour Alain Rousset, patron (PS) de la région Nouvelle-Aquitaine, la clause Molière est « raciste, inapplicable et totalement démagogique ». La solution pour favoriser les PME qui génèrent des emplois en France consiste à passer des marchés publics en lots séparés pour ne pas systématiquement faire appel à des grosses entreprises. À la région Île-de-France, Céline Malaisé, présidente du groupe Front de gauche, dénonce une mesure « xénophobe, stigmatisante. Ce n'est pas un hasard si elle est votée maintenant. Elle va servir de thème identitaire pour la campagne présidentielle de la droite ».

« Clauses Molière » : plusieurs régions françaises font un pas vers la préférence nationale, Cécile Ducourtieux, Béatrice Jérôme et Audrey Tonnelier, *Le Monde*, lundi 13 mars 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo 6 mois 1 an

28 € 56 €

Mensuel 6 mois 1 an

22 € 44 €

Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an

50 € 100 €

Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert

3 mois 10 €

Jeunes/chômeurs/précaires

6 mois 1 an

20 € 40 €

6 mois 1 an

38 € 76 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo Hebdo + Mensuel

14 € par trimestre 25 € par trimestre

Jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo Hebdo + Mensuel

10 € par trimestre 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :

BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org